

Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou.
Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des
sciences de gestion
Département des sciences financières et comptabilité



Mémoire de master en science financière et comptabilité

Option : finance et banque

Thème :

**La contribution de la gestion de la liquidité bancaire à la prise
de décision d'investissement.**

Cas : de la banque de développement local T.O

Présentée par :

MOHELLEBI Sofia

MESSAOUI Lilia

Encadré par : Mm GUERMAH Hayet

Le jury de la soutenance est composé de :

- Présidente : LOUGAR Rosa M.A.A UMMTO

- Examinatrice: BENMAKHLOUF Yasmina M.C.B UMMTO

-Rapporteur : GUERMAH Hayet M.A.A UMMTO

Date de soutenance : 01/10/2023

Remerciements

Avant tout choses nous remercions Dieu le tout puissant de nous avoir donné le courage et la patience tout au long de notre cursus

Nous tenons à exprimer nos vifs remerciements à notre promotrice Mm Guermah Hayet pour nous avoir encadrées tout au long de ce travail, merci également pour votre disponibilité, nous vous adressons notre profonde reconnaissance pour vos remarques en vue d'améliorer ce travail.

Ainsi, nos remerciements s'adressent aux personnels de la Banque de développement local (BDL), plus précisément Mr Dehri, pour ses informations précises en rapport avec le thème et pour le temps qu'il nous accordé durant la réalisation du travail.

Nous tenons aussi à remercier les membres de jury pour avoir accepté d'examiner et d'évaluer ce mémoire de fin d'étude.

Enfin, nos profonds remerciements vont également à toutes les personnes qui nous ont aidées de près ou de loin pour la réalisation du travail.

Dédicace

*Du profond de mon cœur je dédie ce modeste travail à tous ceux qui me
sont chers*

*Àux deux personnes qui m'ont permis de me rendre où je suis dans la vie
et à qui je voue une gratitude sans limite : mon père et ma mère que
j'aime le plus au monde, que dieux vous garde pour moi.*

*Mes chères sœurs : Jassadit, Célia à qui je souhaite de la réussite et du
bonheur dans leur vie.*

*À la meilleure binôme et copine Jilia, je te remercie d'être à mes cotées
quand il le fallait*

*Je dédie ce travail pour ma chère Yemma Nana, que dieux t'accueille
dans son vaste paradis*

*Mes remerciements s'adresseront aussi à vous mes chères amies :
Fahima, thinhinane, melson, chafiaa, Fariza, Katia.*

Mohellebi Sophia

Dédicace

Du profond de mon cœur je dédie ce modeste travail à tous ceux qui me sont chers,

À mes chers parents,

Papa et Mama, je vous remercie pour tout le soutien et l'amour que vous me portez depuis mon enfance, aucune dédicace ne saurait exprimer mon amour, mon respect et ma considération pour les sacrifices que vous avez consentie pour mon instruction et mon bien être.

Puisse Allah, le très haut, vous accorde santé, bonheur, et longue vie et faire en sorte que jamais je ne vous déçoive.

À mes chères sœurs, Sihem et fahima à qui je souhaite tout le bonheur de monde et que de la réussite.

À ma grande sœur Aldjia et son mari ainsi que ses enfants sana, Younes, Atymen et anas.

À mes frères, Rayan et Brahim à qui je souhaite tout le bonheur.

À grand-mère, mes tantes et mes oncles et leurs enfants.

À la meilleure copine et binôme sofia, je suis reconnaissante de t'avoir comme copine et binôme, ta présence dans ma vie est une véritable bénédiction. Merci d'être toujours là pour moi, de me soutenir, et de partager de merveilleux moments avec moi.

Et enfin, à mes amis proches que j'aime tinhinane, milson, chafiaa, katia, fariza de me soutenir dans les bons et les mauvais moments vous êtes vraiment des amis exceptionnels.

Messaoui Filia.

Liste des abréviations

B : Banque

BC : Banque centrale

I : Investissement

FR : Fonds de roulement

BFR : Besoin en fonds de roulement

TN : Trésorerie nette

NCFR: Net coverage funding ratio

LCR: Liquidity coverage ratio

TI : Taux d'intérêt

BDL : Banque de développement local

CPA : Crédit populaire d'Algérie

Sommaire

Introduction générale.....	1
 Chapitre I : Cadre conceptuel sur la liquidité bancaire et l'investissement	
Introduction	4
Section 01 : Notions sur la liquidité bancaire et l'investissement	4
Section 02 : Rappels sur les différents ratios	15
Section 03 : Les risques liés à l'activité bancaire.....	20
Conclusion	28
 Chapitre II : Le financement des crédits d'investissement	
Section 01 : Généralités sur les crédits bancaires.....	29
Section 02 : Notions sur les crédits d'investissements et caractéristiques.....	32
Section 03 : Le critère (modalité) d'octroi d'un crédit d'investissement.....	37
Conclusion	41
 Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)	
Section 01 : Description et historique de la BDL.....	42
Section 02 : Synthèse théorique sur la contribution de la gestion de la liquidité bancaire dans la prise de décision d'investissement	55
Section 03 : Etude d'un cas dossier de crédit d'investissement au sein de la BDL	60
Conclusion	85
Conclusion générale	86
 Bibliographie	
 Annexes	
 Table des matières	

Les banques, en tant qu'institution financière occupe une place importante dans le système économique, assure la réception des dépôts des agents a capacité de financement, l'accord des crédits, ainsi que la gestion des moyens de paiement.

Les banques, ont une responsabilité majeure envers leurs clients en assurant une bonne gestion de ses activités, elles jouent le rôle d'intermédiaire entre les différents opérateurs quelle que soit leur nature (entreprises ou particuliers), (offreurs ou demandeurs de fonds). Elles s'efforcent à concilier la satisfaction de leur clientèle avec la rentabilité en gérant de manière optimale et efficace leur liquidité, de sorte à garantir la pérennité et la croissance.¹

La liquidité d'une banque sera appréciée comme l'aptitude de cette dernière à financer ces actifs enregistrés dans le compte de la banque au moment où ces financements et remboursements interviennent, cela peut s'expliquer que lorsqu'une banque possède une bonne gestion de liquidité lui permettant d'honorer ces engagements.

La gestion de liquidité, peut-il s'expliquer comme un processus permettant d'assurer, voir même d'organiser l'optimisation des flux de trésorerie de manière à maintenir un équilibre, et prévoir les différents risques qui peuvent intervenir.

La gestion de la liquidité bancaire consiste à équilibrer ces investissements avec les besoins de liquidités à court terme pour assurer la stabilité financière de la banque

A cet effet la prise de décisions d'investissements est liée à la gestion de la liquidité, permettant d'identifier les risques associés aux investissements.

L'investissement, est défini dans le domaine économique : comme étant une dépense immédiate dans le présent, dans le but d'accroître à long terme la richesse de la personne qui l'effectue.

La gestion de la liquidité bancaire est intégrée à la prise de décisions d'investissements, permettant d'identifier les risques associés aux investissements, il est essentiel de comprendre ces risques à travers des approches par une analyse approfondie.

¹ AFTIS Hamza « la surliquidité des banques algériennes » Mémoire de magistère FSESGC, UMMTO.

Notre thème porte sur la contribution de la gestion de la liquidité bancaire dans la prise de décision d'investissement à cet effet, la problématique principale qui fera l'objet de notre travail est la suivante : Comment la gestion de la liquidité bancaire influence-t-elle la prise de décision d'investissement cas de la banque de développement local ?

Cette question principale est accompagnée d'un certain nombre de questions pour mieux appréhender le sujet à savoir :

- Comment la banque de développement local gère-t-elle sa liquidité ?
- Quelle est le lien entre la liquidité bancaire et le financement des investissements ?
- A côté de la liquidité bancaire quelles sont les autres instruments qui influencent la prise de décision d'investissement ?

Nous allons émettre quelques hypothèses nous permettant de guider notre travail, qui seront à vérifier tout au long de notre étude :

- La liquidité bancaire est un élément crucial dans la prise de décision d'investissement.
- Outre de la liquidité bancaire les décisions d'investissement sont prises selon l'analyse financière de l'entreprise.

Objectif de la recherche

L'objectif principal de notre mémoire intitulée, « la contribution de la gestion de la liquidité bancaire dans la prise de décision d'investissement », est de comprendre les différentes notions relatives à ce travail que sa soit : la liquidité bancaire, investissements, sa gestion ainsi que le rôle qu'elle joue lors de la prise de décision d'investissement, quels étaient les instruments mis en œuvre.

Méthodologie du travail

Pour réaliser ce travail nommé « la contribution de la gestion de la liquidité bancaire dans la prise de décision d'investissement » nous nous sommes basés, tout d'abord sur une recherche bibliographique (ouvrages, thèse de magister, des articles) qui nous a permis de rassembler un certain nombre de références relatives à notre thème. Ensuite nous avons recueillis des informations, lors de notre stage pratique auprès de la Banque de développement local (BDL).

Structure de mémoire

Notre thématique porte sur, " la contribution de la gestion de la liquidité bancaire dans la prise de décision d'investissement « Dans le but de traiter notre problématique, notre travail s'est composé en trois chapitres. Le premier chapitre intitulé, "Comprendre le cadre conceptuel de la liquidité bancaire "qui est divisé en trois sections, la première qui porte sur les notions générales de la liquidité et de l'investissement, puis on a essayé d'établir un rappel sur les différents ratios, ensuite dans la troisième on l'a consacré pour étudier certain risque lié à l'activité bancaire. Le deuxième chapitre énoncé, "le financement des crédits d'investissement", qu'on a commencé par des généralités sur les crédits bancaires dans la première section, ensuite dans la deuxième on s'est basé sur le crédit d'investissement, et la troisième chapitre qui porte sur les modalités d'octroi d'un crédit d'investissement puis le troisième, " Etude d'un cas de crédit d'investissements au sein de la banque de développement local (BDL)".

Introduction

La liquidité d'un actif correspond à sa capacité à être rapidement et facilement converti en monnaie, sans perte de valeur importante et dans des délais très courts. Cette qualité est essentielle car elle permet de disposer aisément des fonds provenant de cet actif en cas de besoin urgent de trésorerie. Un actif très liquide peut être vendu rapidement et au prix du marché, donc sa valeur peut être récupérée rapidement et complètement. A l'inverse, un actif peu liquide sera difficile à vendre et devra l'être à un prix bien inférieur à sa valeur de marché, d'où des pertes potentielles. La liquidité est donc une propriété fondamentale pour qu'un actif soit facilement transformable en monnaie sans risque ni délai.

Section 01 : Notions sur la liquidité bancaire et l'investissement.

1- Définition de la liquidité bancaire

La liquidité est un concept keynésien, puisqu'il a été défini pour la première fois dans « A Treatise on money ».

1-1- Selon Keynes, le degré de liquidité d'un bien indique « la capacité de ce bien à être échangé contre le moyen de paiement de l'économie, dans un délai minimum sans coût ni perte en capital ; la monnaie étant par définition, l'objet le plus liquide ou plus précisément, la liquidité elle-même ».²

Keynes évoque deux approches de la liquidité dans « A Treatise on money ».

La première met la monnaie en relation avec les actifs financiers. Cette relation se caractérise par un choix entre la détention de la monnaie et celle des titres ; elle est expliquée par le concept de « préférence pour la liquidité ».

La monnaie est alors définie comme « une réserve de valeur parmi d'autres dans l'ensemble des actifs ».

² Mohamed Nizar Alkasmi. « La capitalisation boursière flottante d'actions. Une condition objective de la liquidité du marché central de la bourse des valeurs de Casablanca ». Thèse pour l'obtention du Doctorat en Sciences Economiques. Novembre 2000.

Chapitre I : Cadre conceptuel sur la liquidité bancaire et l'investissement

L'autre place de la monnaie en relation avec les biens. Cette relation se caractérise par le choix de détenir la monnaie ou des biens. La liquidité est donc « l'instrument qui permet de réaliser les transactions ».

La liquidité a plusieurs acceptions :

a) Pour une banque, la liquidité signifie son aptitude à répondre sans délai à toute demande légitime :

1- De retrait de fonds par la clientèle.

2- De cession de monnaie centrale : lorsque le jeu de leurs différentes opérations les conduit à devoir céder de la monnaie centrale à des institutions financières bancaires ou non bancaires. Par monnaie centrale, on entend les billets et pièces ainsi que les réserves des banques de second rang auprès de la Banque Centrale.

b) Pour l'ensemble des banques (système bancaire) : la liquidité est l'aptitude des banques à disposer de monnaie centrale, lorsque le jeu de leurs différentes opérations les conduit à devoir céder de la monnaie centrale à des institutions financières non bancaires ou à des agents non financiers.

c) On considère en général qu'un actif est liquide s'il peut être rapidement transformé en monnaie sans perte de valeur et à un coût de transaction relativement faible. Directement liée à la négociabilité de l'actif, la liquidité s'apprécie donc par rapport à trois éléments :

- La perte en capital subie lors de la vente.
- Le temps requis pour réaliser la vente.
- L'importance des frais de courtage.

1-2- Selon BEZIADE Monique

La liquidité d'une banque recouvre les disponibilités de la banque en monnaie centrale, c'est à dire le montant de son compte-courant créditeur à la banque centrale, les billets en caisse ainsi que le montant de ses comptes-courants créditeurs dans d'autres banques et aux comptes courants postaux(ccp) dont elle peut toujours exiger la contrepartie en monnaie centrale.

La liquidité bancaire comprend tous ces éléments moins les comptes courants bancaires, qui s'annulent pour l'ensemble agrégé (cumulé) des banques. Comme elle est la somme des encaisses des

Chapitre I : Cadre conceptuel sur la liquidité bancaire et l'investissement

banques Elle correspond aux « Comptes-Crédateurs d'agents financiers » du passif du bilan de la Banque Centrale. Elle constitue en grande partie des réserves obligatoires des banques.³

La Trappe a liquidité

L'expression de la Trappe à liquidité est souvent employée par certains économistes néo-keynésiens, à l'exemple de Paul Krugman : pour désigner une situation où la politique monétaire des banques centrales devient inefficace afin de relancer une économie surveillée par la récession.

John Mayer Keynes est généralement considéré comme le théoricien ayant conceptualisé et posé les notions de « la trappe à liquidité », cependant cette notion se réfère : à la situation d'inefficacité monétaire.⁴

En effet Keynes évoque dans cette partie de sa théorie les différents motifs de la liquidité :

1-3- Les motifs de liquidité selon Keynes

Il existe trois motifs de détention de la liquidité selon l'analyse keynésienne :

1/ Motif de transaction : les agents économiques conservent de la monnaie pour faire des transactions courantes, par exemple l'achat des biens et services.

2/ Motif de précaution : les agents économiques demandent de la monnaie pour se prévenir du risque et pour faire face aux imprévus. Tels que les dépenses les situations d'urgence.

3/ Motifs de spéculation : les agents économiques, détiennent de la monnaie pour l'achat des titres financiers dans le but de la réalisation des plus-values sur les marchés financiers, et de garder la liquidité pour pouvoir saisir des occasions d'investissements.⁵

³ G. PAUGET, J-P BETBEZE « les 100 mots de la banque »,

⁴ Qu'est-ce qu'une trappe à liquidité ? Keynes, la spéculation et la thésaurisation|(wordpress.com) consulté le 05/09/2023 à 19h38.

⁵ <http://major-prepa.com/économie/marché-monnaie/> consulté le 03/08/2023

Chapitre I : Cadre conceptuel sur la liquidité bancaire et l'investissement

1-4- Les formes de la liquidité bancaire

La liquidité bancaire est généralement considérée comme étant la capacité à faire face à ses obligations de trésorerie suivant leur échéance. Sous ce mot, on comprend deux formes :

- **La première forme est : la « liquidité de financement »** : La littérature bancaire, a tout d'abord retenu une définition étroite de liquidité, cette notion recouvre la liquidité c'est à dire les espèces ou les actifs susceptibles d'être convertis rapidement en espèces et détenus à cet effet, nécessaire pour satisfaire les demandes de retrait de fonds à court terme émanant des contreparties ou pour convertir leurs opérations, cette dimension est vraisemblablement prédominante dans le cadre de l'activité de transformation telle qu'elle est traditionnellement pratiquée par les banques.
- **La deuxième forme : « la liquidité de marché »**, plus large de la liquidité bancaire considère que les banques sont également impliquées, parfois fortement dans la négociation d'actifs, la gestion actuelle de la liquidité par les banques les conduit de plus en plus à ne pas porter les crédits jusqu'à leurs échéances et à les vendre au marché, la banque fait des crédits et de plus en plus, des produits de marché, exemple : titrisation.

La liquidité d'une banque sera considérée comme la capacité à financer les actifs de la banque et à rembourser les engagements pris, enregistré à son passif au moment où ces financements et ses remboursements apparaissent.

2- L'investissement

Investir, c'est consentir une dépense susceptible d'engendrer des revenus futurs. Pour une entreprise industrielle, le plus souvent, c'est d'acquérir des moyens de production ou de commercialisation. Ces moyens peuvent être de nature très variée.

L'investissement est au cœur des décisions des entreprises. Il s'agit-là d'un outil important de compétitivité au niveau national comme au niveau international. Mais qu'est-ce un investissement ?

2-1- Notions sur l'investissement

La notion d'investissement est utilisée au quotidien, mais bien souvent dans un sens qui n'est pas celui de l'investissement économique.

Chapitre I : Cadre conceptuel sur la liquidité bancaire et l'investissement

A- Un investissement n'est pas un placement

La terminologie courante de l'investissement nous conduit à une certaine confusion. Il convient tout d'abord de différencier l'investissement au sens où les économistes, l'entendent et l'investissement tel qu'il nous apparaît dans la vie quotidienne. Il est fréquent que des personnes se demandent dans quelle action à investir, sur quel marché, ou encore quel investissement leur permettrait de faire fructifier au mieux leur épargne. Or, il s'agit-il d'un abus de langage. L'individu voulant investir en bourse fera en fait un placement financier.⁶

B- Il s'agit d'un investissement productif (Ou technique)

Appelé ainsi par les économistes pour le différencier d'un placement financier : est une opération économique consistant à créer ou à acquérir un bien ou un service de production. On parlera pour l'entreprise de dépenses en capital fixe.

Un bien (ou un service) de production est un produit qui va servir plusieurs fois au cours du processus de production.

On considère que sa durée de vie est supérieure à un an (produit durable), ce qui le distingue des consommations intermédiaires (produits transformés, incorporés ou détruits dans le processus de production). Par exemple, une entreprise de dépannage informatique faisant construire des locaux pour installer de nouvelles plateformes d'appel fait un investissement technique, les locaux allant bien évidemment être utilisés plusieurs fois, et leur durée de vie excédant un an. Cela sera aussi le cas pour une entreprise de taxis qui achète de nouveaux véhicules. L'investissement concerne donc les produits (biens ou services) qui vont permettre à l'entreprise de fonctionner et qui ne seront pas détruits immédiatement.

Cependant, ce bien (ou ce service), au fil de son utilisation, connaît, de façon irréversible, une certaine usure ou, lorsque sa technologie est dépassée, une certaine obsolescence. Il perd de la valeur à mesure que le temps passe.

C- Définition de l'investissement

Engagement de fonds (de ressources) dont l'entreprise attend une rentabilité à terme et pendant une certaine période mais avec un certain risque. La rentabilité c'est l'aptitude des capitaux qu'on engage à produire un résultat, à dégager des recettes en général et des profits en

⁶ CAROLE BOLUSSET « THÈMES & DÉBATS, L'investissement » page 10 ,11

Chapitre I : Cadre conceptuel sur la liquidité bancaire et l'investissement

particulier. En économie ou en management le mot investissement a un sens plus large (ex : investissement en capital humain).⁷

2-2- Les types d'investissement

Il existe plusieurs types d'investissement, qu'on peut classer selon différents critères, que ça soit matériel ou immatériel ...

A- Investissement matériel

L'investissement matériel correspond à la création ou à l'acquisition de biens de production durables. On peut distinguer trois formes d'investissement matériel en fonction de l'objectif de l'entreprise quand elle investit :⁸

1- L'investissement de remplacement

Si une entreprise veut remplacer son capital (ensembles des biens de production) usé ou obsolète (dépassé) on dit qu'elle effectue un Investissement de remplacement (ou de renouvellement). Elle ne fera en fait qu'acheter des biens de production identiques à ce qu'elle possédait déjà.

2- L'investissement de productivité

Si l'entreprise veut améliorer sa productivité (qui est son efficacité mesurée par le rapport entre la production obtenue et les facteurs de production mis en œuvre pour obtenir cette Production), on dira qu'elle effectue un investissement de productivité (ou de modernisation). Dans ce cas, elle achètera par exemple de nouvelles machines plus performantes, intégrant du progrès technique, ce qui lui permettra de produire plus vite et mieux.

3- L'investissement de capacité

Si l'entrepreneur cherche simplement à augmenter son volume de production, on dira qu'il réalise un investissement de capacité. L'achat de nouvelles machines lui permettra de produire tout simplement plus.

⁷ Les cours de ce module « La théorie de prise de décision d'investissement » présentés par monsieur Benyaho, Ummto, 2020/2021 option : finance d'entreprise

⁸ CAROLE BOLUSSET, op citée p 13-14 -15-16-17-18

B- L'investissement immatériel

Les entreprises font également des investissements immatériels. On pourrait définir l'investissement immatériel comme toutes dépenses destinées à produire des effets pendant plus d'un an. Ce sont des dépenses des entreprises orientées vers des buts nouveaux, donc comprenant un certain risque. Elles peuvent viser à produire plus, mieux ou différemment (niveau tactique) ou bien viser à acquérir de toutes nouvelles connaissances (niveau stratégique). Les investissements immatériels se rapprochent de la notion d'achat ou de création de services de production. Elles comprennent des activités ou des outils technologiques, informatiques, organisationnels et commerciaux.

Les investissements immatériels se rapprochent de la notion d'achat ou de création de services de production. Elles comprennent des activités ou des outils technologiques, informatiques, organisationnels et commerciaux. On note plus particulièrement cinq grands types de dépenses en investissement immatériel : la recherche-développement (R-D), l'achat de brevets, la formation, l'achat de logiciels et enfin la publicité-marketing.⁹

1- Recherche-développement et innovation

Les deux premiers types d'investissement immatériels (que certains auteurs qualifient de « noyau dur » de l'investissement immatériel au regard de leur importance dans l'investissement immatériel) correspondent à la recherche-développement (dépenses de recherche appliquée ou fondamentale) et à l'innovation.

Pour l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), « la recherche et développement représente l'ensemble des travaux entrepris systématiquement dans le but d'accroître la somme de connaissances scientifiques et techniques dont dispose une organisation humaine donnée ainsi que l'utilisation des résultats de ces travaux pour amener au stade de l'exploitation des nouveaux produits matériels, dispositifs, systèmes et procédés. Ainsi se trouvent réunis sous cette rubrique trois types d'activité :

- Les travaux de recherche fondamentale sont tous ceux qui concourent à l'analyse des propriétés, des structures de phénomènes physiques et naturels, en vue d'organiser en lois générales au moyen de schémas explicatifs et de théories interprétatives les faits dégagés de cette analyse.

⁹ Carole Bolusset, « L'investissement », édition, page 16, 17, 18.

Chapitre I : Cadre conceptuel sur la liquidité bancaire et l'investissement

- La recherche appliquée est entreprise, soit pour discerner les applications possibles des résultats d'une recherche fondamentale, soit pour trouver des solutions nouvelles permettant d'atteindre un objectif déterminé choisi à l'avance. Elle implique la prise en compte des connaissances existantes et leur extension dans le but de résoudre des problèmes particuliers ;
- Le développement, appelé expérimental, est l'ensemble des travaux systématiques, fondés sur des connaissances obtenues par la recherche ou l'expérience pratique, effectués en vue de la production de matériaux, systèmes ou services nouveaux ou en vue de leur amélioration substantielle.

2- Les dépenses de formation

Le troisième type d'investissement immatériel concerne les dépenses de formation. Celles-ci suivent le progrès technologique des entreprises et permettent aux salariés d'acquérir des qualifications indispensables à l'utilisation de nouvelles technologies. Il s'agit de formation continue (formation durant la vie active) puisque cette formation dépend et est précédée de la formation initiale. Ces dépenses sont d'ailleurs en partie obligatoires puisqu'elles doivent être égales en France à au moins 1,5% de la masse salariale pour les entreprises privées de dix salariés et plus et à 0,25 % de la masse salariale pour les entreprises privées de moins de dix salariés.

Ces dépenses sont gérées paritairement (employeurs/salariés) par des organismes collecteurs organisés au niveau national ou régional et par branche professionnelle ou au niveau interprofessionnel (à l'exception du plan de formation des entreprises de dix salariés et plus). Il s'agit d'un accroissement de capital humain, le but recherché étant d'améliorer la valeur du travail ; c'est un investissement en gestion des connaissances. Les résultats de cet investissement ne sont pas toujours assurés pour l'entreprise dans la mesure où un salarié bénéficiant de cette formation n'a, sauf cas exceptionnel, aucune obligation de rester dans l'entreprise qui a fait des dépenses de formation.

3- Les achats de logiciels

Un quatrième poste d'investissement immatériel concerne les achats de logiciels. Les entreprises doivent fournir un grand effort d'investissement en matériel informatique (les ordinateurs, imprimantes, scanners, font partie de l'investissement matériel), mais aussi en

Chapitre I : Cadre conceptuel sur la liquidité bancaire et l'investissement

logiciels (investissement immatériel) de façon à suivre le mouvement toujours rapide des modifications liées aux applications informatiques.

On classe l'achat de logiciels dans l'investissement immatériel car ce n'est pas son support qui importe (CD, DVD, et USB.), mais bien le contenu de ce support, les idées qui vont être mises en œuvre. Lorsque, par exemple, une PME achète des logiciels comptables pour établir la paye de ses employés peu lui importe le support que prendront ses logiciels, c'est leur facilité d'utilisation, leur pertinence par rapport à l'activité et au nombre d'employés qui seront primordiales.

4- Les actions commerciales

Le cinquième poste d'investissement immatériel concerne l'action commerciale de l'entreprise. On y inclut notamment les dépenses en publicité et en marketing. D'une façon générale, il s'agit des dépenses qui permettent à l'entreprise de renforcer son potentiel commercial grâce à des études de marché.

C- Investissement en immobilisation corporelles

Consistent le potentiel de production physique (machines, usines ...).

D- Investissement en immobilisation incorporelles

Tel que fonds de commerce, brevets...

E- Investissement en immobilisation financières

Couvre les prises de participations, qu'elles soient faites pour intervenir dans la gestion ou parce qu'on en attend des dividendes ou des intérêts à plus ou moins long terme.¹⁰

3- Les étapes de la décision d'investir

Les étapes sont en principe au les suivantes : l'identification du projet, sa préparation, son évaluation (selon différents scénarios), la décision d'acceptation ou de rejet. Et enfin sa mise en œuvre (sans omettre le contrôle et le feed-back éventuel).¹¹

¹⁰ Cours magistrales, « Théorie de prise de décision », Présentée par Monsieur Benyahou, UMMTO, 2020/2021.

¹¹ Jacky Köehl, « les choix d'investissement ».

Chapitre I : Cadre conceptuel sur la liquidité bancaire et l'investissement

- **La phase d'identification** : c'est la phase la plus importante, elle a comme objectifs de :
 - Voir l'idée de projet : techniquement, financièrement et économiquement fiable (notamment la cohésion avec la stratégie).
 - S'assurer que l'on peut raisonnablement y consacrer de nouvelles ressources.
 - Sortir avec une idée globale sur les besoins financiers nécessaires à la réalisation du projet.
- **La phase de préparation** : cette phase concerne toutes les fonctions de l'entreprise, elle vise à :
 - Développer, compléter et conformer tous les paramètres estimés lors de l'identification
 - Estimer les coûts d'investissement et d'exploitation.
 - Procéder à une analyse financière et économique.
 - La préparation du projet doit suivre le processus suivant.

Une étude de marché, qui consiste à :

- Etudier la demande afin que l'on puisse déterminer les quantités à produire ainsi que le prix de vente.
- Suivre l'évolution de la demande pour les produits de l'entreprise et le niveau général des prix des produits d'autres entreprises,

Une étude technique : elle concerne l'étude et l'analyse des conditions techniques de réalisation du projet durée des travaux, localisation géographique, besoins de consommation (matières premières, eau, énergie), besoin en main d'œuvres, technologie retenue ; les procédés de fabrication),

Estimation des coûts d'investissement, dépenses d'exploitation et les recettes du projet : Il est indispensable de procéder à une estimation du coût total de l'investissement envisagé, des flux liés au projet, ainsi que leur évolution, avec la prise en compte de toutes les conditions juridiques, fiscales et financière.

- **La phase d'évaluation** : consiste à évaluer toutes les composantes et choisir parmi celles retenues, la variante qui répond le plus aux exigences de l'entreprise et qui offre la rentabilité la plus importante, avec un niveau de risque acceptable.

Chapitre I : Cadre conceptuel sur la liquidité bancaire et l'investissement

- **La phase de décision** : les responsables ont l'alternative entre trois situations possibles :
 - ✓ Le rejet de projet : cela dû à l'inopportunité de projet ou l'insuffisance de trésorerie.
 - ✓ La poursuite des études : consiste à approfondir les analyses qui sont menées où étudier de nouvelles variantes du projet.
 - ✓ L'acceptation de projet : consiste à accepter le projet, lorsqu'il apparait avantageux, et passer à l'étape suivante.
- **La phase de mise en œuvre** : c'est l'étape de la réalisation réelle du projet par la mise à la disposition des fonds nécessaires pour sa réalisation et la mise en œuvre des opérations qui la composent.
- **La phase de contrôle** : il convient de contrôler et suivre le déroulement des travaux sur le terrain de procéder à une série de comparaisons, entre les réalisations et ce qui était prévu (respect des normes et de la qualité, des termes de contrat entre promoteur du projet et les fousseurs...) et éventuellement de procéder aux actions correctrices nécessaires.

Section 02 : Rappels sur les différents ratios.

On appelle un ratio un rapport entre deux grandeurs significatives de l'activité, exprimé sous forme d'une fraction, il doit donc exprimer obligatoirement une valeur relative et par voie de conséquence rendre compte.¹²

1- Les ratios financiers

Selon la banque de France, les ratios représentent : un rapprochement entre deux données chiffrées, apte à rendre compte la situation d'une entreprise sous l'un ou l'autre de ses aspects : activités, structure financière, rendement économique, rentabilité, ... (juillet 1974).¹³

o Le fonds de roulement

Définition dite « par le haut du bilan » : le fonds de roulement est l'excédent des capitaux permanents sur les immobilisations nettes (c'est-à-dire amortissement déduits), excédent qui permet de financer en partie ou totalité, les besoins aux cycles d'exploitation.

- Par le haut du bilan :

$$\text{FR} = \text{Capitaux permanents} - \text{Actif immobilisé}$$

- Par le bas du bilan :

$$\text{FR} = \text{Actif circulant} - \text{Passif circulant}$$

o Le besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement est la part des actifs circulants (ou besoin d'exploitation) dont le financement n'est pas assuré par les passifs circulants (ou ressources d'exploitation), ce financement se trouve, par suite, à la charge

Formule :

$$\text{BFR} = (\text{VE} + \text{VR}) - \text{DCT}$$

¹² Gérard Alfonsi, Paul Gramjean, « Pratique des gestions d'analyse financière, P7

¹³ FAROUK BOUYAKOUB, « L'entreprise & le financement bancaire », Casbah édition, p161

Chapitre I : Cadre conceptuel sur la liquidité bancaire et l'investissement

○ Le ratio de rentabilité

Par définition : « La rentabilité est l'aptitude à produire un profit ou un résultat, pour juger la rentabilité d'une entreprise, il convient de rapprocher le résultat dégagé avec les moyens mis en œuvre ce résultat, c'est-à-dire, du capital qui s'y trouve investi.¹⁴

Ratio net :

$$\frac{\text{Bénéfice net}}{\text{Chiffre d'affaires HT}}$$

C'est un ratio très classique qui exprime la part laissée au résultat sur l'activité de la firme.

○ Productivité économique :

$$\frac{\text{Bénéfice net}}{\text{Valeur ajoutée}}$$

C'est un ratio qui peut paraître beaucoup plus significatives que celui du résultat net car il possède un avantage lié à la notion de la valeur ajoutée.¹⁵

Rendement des capitaux propres :

$$\frac{\text{Bénéfice net}}{\text{Capitaux propres}}$$

Par capitaux on distingue :

- Le capital
 - Les réserves
- **Ratio d'autonomie financière¹⁶** : on appelle l'autofinancement, l'opération qui permet l'entité le financement de ces investissements sans faire appel à des financements extérieurs, elle se finance donc avec ses propres capitaux

Le ratio d'autonomie financière est un indicateur du degré d'indépendance de l'entreprise vis-à-vis ses financements externes (emprunt bancaire).

¹⁴ Gérard Melyon, « Gestion financière », 4^{ème} édition, page 166.

¹⁵ Gérard Alfonsi, « Pratique de gestion d'analyse financière », Les éditions d'organisation, page.

¹⁶ Cours de « Gestion financière », Présenté par Madame Oukaci, UMMTO, 2020/2021.

Chapitre I : Cadre conceptuel sur la liquidité bancaire et l'investissement

Formule :

$$\frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Dettes}}$$

- **Le ratio de capacité de remboursement** : qui mesure le temps nécessaire à l'entreprise pour rembourser ces dettes financières.¹⁷

Se calcule :

$$\frac{\text{Endettement global}}{\text{CAF}}$$

- **Ratio de solvabilité** : on dit qu'une entreprise rentable lorsque cette dernière est capable à honorer ses engagements à travers les recettes dégagé à des échéances convenues ¹⁸

Formule :

$$\frac{\text{Total actif}}{\text{Total dettes}}$$

Ce ratio est très important pour les institutions financières (Banque), pour l'octroi d'emprunt bancaire, le premier indicateur qu'est vérifié par le banquier, en vérifiant les fonds interne de l'entreprise et les fonds externe.

Tableau 01 : Présentation des ratios de la liquidité.

Ratio de solvabilité	Formule	Signification
Ration d'autonomie financière	$\frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Dettes}}$	Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à s'endetter
Ratio de capacité de remboursement	$\frac{\text{Endettement global}}{\text{CAF}}$	L'endettement ne doit pas dépasser 4 fois la capacité d'autofinancement
Ration de solvabilité	$\frac{\text{Total actif}}{\text{Total dettes}}$	Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à payer ses dettes en utilisant l'ensemble de l'actif

Source : Batrice et francis Grandguillot, page 144.

¹⁷ Cours « Gestion financière », Présenter par Madame Oukaci, UMMTO, 2020/2021, opération déjà cité.

¹⁸ FAROUK BOUYAKOUB, Opération déjà citer.

Chapitre I : Cadre conceptuel sur la liquidité bancaire et l'investissement

- **Les ratios de liquidité** : permet de comparer la durée des actifs à celle des dettes à travers des règles découlant des ratios de liquidité.
 - **Ratio de liquidité générale**¹⁹ : Mesure la capacité de la banque à faire face à ces dettes grâce à ces actifs à court terme (Trésorerie), en effet c'est la capacité de transformer les actifs circulant en liquidité.

Formule :

$$\frac{\text{Actif Circulant (à moins d'un an)}}{\text{Dettes à court terme}}$$

- **Ratio de liquidité réduite** : ou ratio de trésorerie, la liquidité de l'entreprise en excluant les stocks de l'analyse effectuée. Ce faisant, il ne considère qu'une partie des stocks, correspondant à des valeurs minimums du stock indispensable à l'activité normale de l'entreprise de l'entreprise.²⁰

Formule :

$$\frac{\text{Actif circulant (à moins d'un an) hors stock}}{\text{Passif exigible à court terme}}$$

- **Ratio de liquidité immédiate** : il est très faible généralement, il connaît des fluctuations dont l'interprétation est souvent très incertaine

Se présente sous la forme :

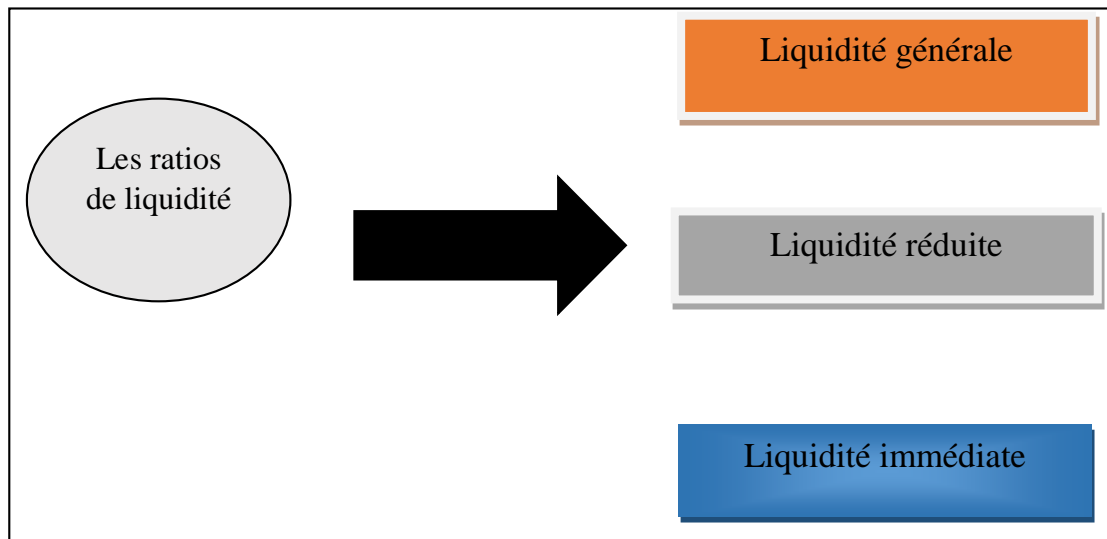
Formule :

$$\frac{\text{Disponible et valeurs mobilières de placement}}{\text{Passif exigible à court terme}}$$

¹⁹ Dick Mossonier, Pieraf, « Comptabilité financière en IFRS », Edition Pearson, p278

²⁰ PIERRE VERNIMEN, « Finance d'entreprise », Edition Dalloz, page 278, 279

Schéma 01 : Ratio de la liquidité.



Source : Gérard Melyon, « Gestion financière », Bréal, page 162.

Section 03 : Les risques liés à l'activité bancaire.

En exerçant l'activité bancaire, plusieurs risques peuvent apparaître, et qui doivent être prise en compte et gérés de manière appropriée on peut distinguer : le risque de crédit, de contrepartie, le risque de taux, risque de solvabilité...

1- Les risques financiers

1-1 Le risque de crédit et l'organisation de la banque

Comme nous avons déjà cité, la banque est tant qu'institution financière qui joue le rôle d'intermédiaire entre différents opérateurs, pour cela durant l'exécution de l'activité bancaire on peut faire face à nombreux risques qui doivent être pris en considération telle que le risque de crédit dont la banque doit s'organiser pour gérer ce risque.

1-1-1 Le risque de crédit

Le risque de crédit ou de contrepartie ou par signature est le risque de défaillance d'une contrepartie ; sur lequel est détenue une créance ou un engagement de hors bilan assimilable, c'est donc le risque de subir une perte dans l'hypothèse, où la contrepartie se révélait dans l'incapacité de faire face des engagements.²¹

Selon **C. BIALES et al** : le risque est défini comme étant, « l'éventualité d'une perte ou d'un dommage »²², Le risque est présenté aussi comme étant ; « l'incertitude qui pèse sur les résultats et les pertes susceptibles de survenir lorsque les évolutions de l'environnement sont adverses ».²³

Qui dit crédit dit confiance, cette relation issue de confiance entre le banquier et son débiteur, le risque de crédit correspond au risque de pertes financières pour la banque résultant de l'incapacité de ces clients (particulier, entreprises, état) à honorer ces engagements (remboursements des prêts, paiement des intérêts), en d'autres termes, c'est le risque qu'un emprunteur fasse défaut de sa dette.

²¹ Cours de « Gestion des risques », présentée par Madame Iguergueziz Wassila, UMMTO, 2021/2022

²² C. BIALES

²³ Joël, BESSIS. « Gestion des risques et gestion actif-passif des banques », éditions Dalloz, Paris, 1995, p.2.

Chapitre I : Cadre conceptuel sur la liquidité bancaire et l'investissement

Appelé également un risque de contrepartie, ou par signature qui signifie « le risque qu'un client débiteur ne puisse pas rembourser sa dette à une échéance convenue, l'inexécution des obligations ne dépend pas seulement de la volonté du débiteur ».

Le degré de risque de crédit réside d'un côté de la diversification de l'activité bancaire, et d'autre côté de différents facteurs à savoir ; le domaine d'activité de la banque, la durée de crédit que ça soit à long terme, moyen, et long terme ainsi des garanties assorties ²⁴ :

- Le type de crédit accordé (consommation, investissement ...)
- La durée de crédit (court terme, moyen terme, long terme)
- Les garanties qui sont assorties (Hypothèque, caution ... etc.

1-1-2 L'organisation de la banque

La distribution de crédit s'applique à des situations très variées et complexe, la banque doit concevoir une politique de crédit et prévoir des procédures appropriées de traitement de dossier de crédit.

a) La politique de crédit

C'est la direction générale de banque, s'appuyant le cas échéant sur un comité des engagements ou des crédits, qui arrête les grandes orientations de la politique de crédit en indiquant :

- Il s'agit de définir des objectifs en accord avec le plan stratégique, en se concentrant sur la clientèle cible, en d'autres termes c'est de définir clairement les objectifs à cibler, en matière de clientèle, produit, crédit et zone géographique à exploiter ;
- Les taux d'intérêt à facturer aux clients pour des marges suffisantes permettent de couvrir les coûts engendrés par les crédits (ressources, gestion, risque et fonds propres) ainsi que les garanties qui doivent être prises ;
- Les délégations de pouvoir qui, dans le cadre d'une décentralisation des prises de décisions, précisent les montants maximums de crédit qu'un comité de crédit local ou un exploitant pourra accorder sous sa seule signature.²⁵

²⁴ <https://www.africmemoire.com/part.3-3-le-risque-de-credit> consulté le 28/05/2023 à 12h25

²⁵ Sylvie de Coussergues « Gestion de la banque du diagnostic à la stratégie, 6^{ème} édition, p181

B) La procédure de traitement

Des procédures formalisées doivent être mise au point et concernent l'étude de la demande de crédit, le suivie du dossier, et aussi le contrôle interne :

○ L'étude de la demande de crédit

L'analyste crédit rassemble toutes les informations nécessaires sur l'emprunteur et selon une liste préalablement établie en fonction de la qualité de l'emprunteur, particulier et entreprise, et de la nature de crédit. De l'autre, ces informations sont reportées dans des dossiers de demande de crédit qui sont des formulaires uniformisés et qui ne peuvent être considéré comme complet s'ils ne sont pas totalement documentés, le dossier est ensuite traité par le responsable compétent et une décision d'accord ou de refus est prise ; on cas d'accord le montant, les conditions, les tarifs, les modalités de remboursement ainsi que les garanties doivent être précisé.²⁶

○ Le suivie du dossier de crédit

Une fois le crédit est accordé, un contrat de prêt est signé entre la banque et l'emprunteur, prévoyant précisément les obligations respectives des deux parties notamment les échéances de remboursement ainsi que les conditions tarifaires. Il est ensuite organisé un suivi du crédit jusqu'à son remboursement intégral et d'établir un traitement en cas de situation défavorable (non-respect par l'emprunteur), le personnel en charge du suivi doit disposer de la liste des démarches à accomplir, des délais à respecter pour pouvoir ainsi détecter le plus rapidement possible l'insolvabilité de la contrepartie et déclencher un traitement adéquat.²⁷

○ Le contrôle interne de risque de contrepartie

Le contrôle du risque de contrepartie en tant qu'aspect du contrôle interne de la banque s'appuie sur les mêmes principes : indépendance des contrôleurs et des contrôlées, exhaustivité des contrôles, vérification de la cohérence des dossiers de crédits avec la politique de crédit de la banque, vérification du respect des procédures lors de l'étude de la demande de crédit puis du dossier de crédit.

²⁶ Sylvie de Coussergues « Gestion de la banque du diagnostic a la stratégie, 6^{ème} édition, p174, 175 op.cit.

²⁷ Sylvie de Coussergues « Gestion de la banque du diagnostic a la stratégie, 6^{ème} édition, p182

1-2- Le risque de liquidité

Le risque de liquidité est issu du rôle de transformation d'une banque dont le terme des emplois est généralement supérieur à celui des ressources. La transformation état inhérente à l'activité bancaire, il s'agit d'évaluer, en cas de décalage important entre entrée et sortie de fonds.²⁸

« La liquidité représente la capacité d'une institution de financer l'expansion de ces avoirs et d'honorer ses obligations aux échéances prévues, sans enregistrer des pertes acceptables »²⁹, donc la liquidité désigne la capacité de la banque à pouvoir satisfaire facilement la demande de ses agents en matières de retrait d'argent de ses clients lorsque ils ont besoin, une banque liquide est celle qui peut fournir le plus rapidement possible des fonds à la disposition des clients sans difficultés.

En effet, il existe deux types de risque de liquidité : désigne l'insuffisance de liquidité bancaire pour faire face aux besoins inattendus.

a) - Risque de liquidité immédiate

C'est la probabilité pour une banque de ne pas avoir réellement les fonds de ses déposants au moment où ceux-ci veulent retirer leur argent.

b) - Risque de transformation des échéances

Le risque de transformation d'échéances se manifeste lorsque la banque finance d'emplois longs par des ressources à plus courte échéance. C'est le risque de ne pas pouvoir faire face à ses engagements à cause d'un décalage d'échéance entre les ressources et les emplois.³⁰

²⁸ Sylvie de Coussergues « Gestion de la banque du diagnostic à la stratégie, 6^{ème} édition, op cite, page 205

²⁹ Pierre-Charles, PUPION. Economie et gestion bancaires, édition Dunod, Paris, P69.

³⁰ IAICH IAICHOUCHE Lyes, MEKHMOUKHEN Mohand Saïd « La Gestion des Risques de Crédit Bancaire », Mémoire de fin d'étude, UMMTO, 2006

1-3- Le risque du taux d'intérêt

Le risque de taux trouve son origine dans la détention d'actifs et passifs à taux fixe qui, de plus, différents en matière d'échéances et de conditions de rémunération. Il peut également découler de la détention d'actifs et passifs à taux variable.³¹

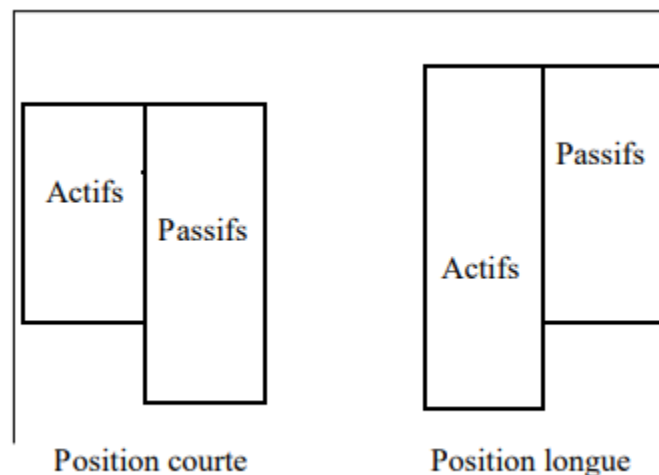
Les banques sont fortement exposées aux risques du taux d'intérêt, l'un des risques les plus important pour les banques, en économie ce risque réside dans la vulnérabilité de la situation financière d'une banque a une évolution défavorable, « le risque de voir ses résultats affectés défavorablement par les mouvements de taux d'intérêt »³²

- **La manifestation du taux d'intérêt**

Le risque du taux d'intérêt peut se manifester sous forme de deux situations, à savoir ; Position de taux courte et position de taux longue.

La figure suivante présente les deux positions de taux, dans lesquelles une banque peut se retrouver :

Figure 01 : Les positions de taux d'intérêt.



Source : Sylvie, DECOUSSERGUE. Gestion de la banque, édition Dunod, 2^e éd, Paris, 2002, p.182

Une position courte : (ou à une position négative), lorsque ses passifs sont plus sensibles aux changements des taux d'intérêt que ses actifs. Autrement si le taux d'intérêt générer par le passif

³¹ Sylvie de Coussergues « Gestion de la banque », 2^{ème} éd, Paris, 2002, p202

³² INTZEL, « Gestion des risques bancaires gestion actif passif », Paris, édition Sciences Po, 2009, p 41.

Chapitre I : Cadre conceptuel sur la liquidité bancaire et l'investissement

augmente, le cout des passifs augmente plus que taux générer par l'actif, cela peut réduire la rentabilité de la banque.

Une position longue : inversement une banque est en position longue (ou une position positive), lorsque ces actifs sont plus attentifs aux variations du taux d'intérêt que ces passifs, cette situation favorise rapidement l'augmentation des revenus générer par l'actif par rapport aux passifs, ce qui permet d'accroitre la performance (rentabilité de la banque).

Le risque du taux d'intérêt concerne toute partie ; les intervenants, y compris les émetteurs de titres correspond à des possibles pertes, ce qui occasionne un risque de moins-value. Une augmentation des taux traduira donc une baisse des prix des titres³³.

1-4- Le risque de change

Le risque de change se réfère à la possibilité de subir des pertes pour les institutions financières ayant des dettes, des créances en devises étrangers en raison des fluctuations du taux de changes.

Ce type de risque peut donc apparaitre dès qu'une banque possède des actifs ou des contrats en monnaie étrangère. Ainsi on peut dire que dès qu'un agent économique qu'il soit prêteur ou emprunteur, dispose d'une monnaie étrangère, il est exposé au risque de change en cas de variation des cours de monnaie³⁴.

1-5- Le risque de solvabilité

« Le risque de solvabilité est celui de ne pas disposer des fonds propre, suffisants pour absorber des pertes éventuelles.³⁵

1-6- Le risque du pays

Il recouvre tout d'abord les composantes habituelles d'un risque de contrepartie : catastrophe naturelle, crise politique ou économique, insolvabilité propre de l'emprunteur. Il

³³ INTZEL, « Gestion des risques bancaires gestion actif passif », OP déjà cité.

³⁴ IAICHOUCHEN Lyes, MEKHMOKHEN Mohand, « La Gestion des Risques de Crédit Bancaire », Mémoire de fin d'étude, UMMTO, Opération déjà cité.

³⁵ Elisabeth Combes-Thuelin, « Risques de solvabilité, de liquidité et de taux au sein du secteur bancaire : cout historique et juste valeur », page 2.

Chapitre I : Cadre conceptuel sur la liquidité bancaire et l'investissement

présente une composante supplémentaire, lié à la situation monétaire du pays ou l'emprunteur est installé ; le bénéficiaire du crédit est solvable, mais son pays étant en état de faillite monétaire

2- Les risques non financiers

Un risque non financier fait référence aux risques qui ne sont pas liés directement aux activités financières, néanmoins qui peuvent avoir des effets.

2-1- Le risque opérationnel

Définition selon Bale II

Le risque opérationnel est défini comme « le risque de perte liée à des processus opérationnels, des personnes ou des systèmes internes inadéquats ou défaillants, ou à des événements externes » (ex : erreurs humaines, fraudes et malveillances, pannes, problèmes liés à la gestion du personnel, litiges commerciaux, accidents, incendies, inondations,). Cette définition inclut le risque juridique mais exclut le risque de réputation et le risque stratégique³⁶⁻

³⁷

Le comité de Bâle classe les risques opérationnels en sept catégories :

1. Fraude interne et externe ;
2. Les risques qui touchent aux relations clients, les pratiques autour des services et des produits, qui peuvent conduire à des contestations et à des pertes ;
3. Les problèmes liés à la gestion du personnel ;
4. Les dommages qui pourraient toucher les actifs physiques ;
5. Dysfonctionnement de l'activité et des systèmes ;
6. La mauvaise exécution de certains processus qu'ils soient internes ou externes à la banque, comme une transaction qui est exécutée dans le mauvais sens.

³⁶ Les accords de bale, p7

³⁷ Cours magistrales de « Gestion des risques », Présenté par Madame Iguergaziz Wassila, UMMTO, 2021/2022, op cit.

2-2- Le Risque juridique

On peut le définir, comme étant le risque de subir des pertes, provenant dans l'application imprévisible ou litigieuse, ou bien mal interpréter des dispositions légales, réglementaire.

Par exemple : un retard dans le recouvrement d'actif financier en raison de blocage ou des difficultés juridique.³⁸

2-3- Le Risque systémique

Le risque systémique désigne la probabilité d'occurrence généralisé sur l'ensemble du système financier, exemple des crises ayant présenté un risque systémique : le krach boursier de 1987, la crise économique mexicaine de 1994, les crises des subprimes de 2007, et la faillite de l'une des plus grandes banques d'investissement.³⁹

³⁸ Banque des règlements internationaux, Principes pour les infrastructures de marché financier (en ligne), Avril 2012, p20.

³⁹ Cours magistrale « Management bancaire », présentée par Mr Mongard , UMMTO, 2022/2023.

Chapitre I : Cadre conceptuel sur la liquidité bancaire et l'investissement

Conclusion

Au terme de ce chapitre, nous avons défini la liquidité bancaire qui correspond un concept keynésien, puisqu'il a été défini pour la première fois dans la « ATreatise of monnaie », qui correspond à la capacité de la monnaie à être rapidement et facilement converti en monnaie sans perte de valeur par rapport aux marchés.

Nous avons défini également, le concept de l'investissement qui représente un élément crucial, qui représente un prêt d'équipement accordé par les établissements de crédit, il constitué de plusieurs types à savoir crédit d'investissement a court terme et à long terme, ainsi que le crédit-bail.

Nous avons également cité les différents ratios, le choix de financement d'investissement adéquats repose notamment sur une analyse détaillée de la situation financière, qui représente une étape importante visant à renforcer la résilience du secteur bancaire, les guidant à prendre l'ensemble de décisions à savoir les ratios de liquidité, solvabilité, ratios d'endettement ...

Le financement par crédit, peut impliquer l'apparition de nombreux risques : qui mesure l'incertitude qui pèse sur les résultats et les pertes susceptibles de survenir lorsque les évolutions de l'environnement sont adverses, que ça soit le risque de crédit, de taux, de solvabilité ...

Les établissements bancaires, doivent être en mesure d'honorer en permanence ces engagements, c'est pour cela la liquidité fait référence à l'aptitude ou la capacité des banques à honorer ces engagements notamment le remboursement des dépôts de sa clientèle.

Quant à la gestion de la liquidité bancaire consiste à la mise en œuvre de nombreuses actions par une banque, pour assurer l'équilibre entre les actifs et passifs, elle vise à maintenir un niveau suffisant lui permettent de faire face aux échéances de paiement (vise à assurer la continuité de la banque et le respect des exigences réglementaire en matière de liquidité). La gestion de la liquidité bancaire consiste à s'assurer que la banque dispose des ressources financières nécessaires pour faire face à ses obligations de paiement à court terme, cela implique de surveiller attentivement les flux de trésorerie. Une gestion efficace de la liquidité est essentielle pour assurer la stabilité financière et la capacité de la banque à remplir ses fonctions de prêt et de financement.

Pour la réalisation de tout projet d'investissement nécessite un financement, qui représente un aspect (élément) important.

Dans ce chapitre intitulé le financement des investissements, nous allons évoquer les différentes méthodes pour un financement, en parlant du crédit qui représente une source majeure du financement d'un investissement.

Section 01 : Généralités sur les crédits bancaires.

L'insuffisance des capitaux propre se manifeste lors de la réalisation d'un évènement spécial dans la vie de l'entreprise telle que le projet d'investissement ou restructuration, le financement de ces opérations nécessite un approvisionnement important en termes de capitaux propre.

Un crédit bancaire est considéré comme l'un des moyens de financement le plus important qui permet de développer le fonctionnement de l'activité économique.

1- Notions sur le crédit

✚ Le mot crédit vient du verbe latin « **Crédere** » qui signifie « **Croire** », faire confiance. Et effectivement, celui qui accorde un crédit « **Croit** » en celui qui le reçoit, en d'autres termes le créancier fait confiance à son débiteur.

✚ Le crédit est défini comme étant : « Tout acte à titre onéreux, par lequel une personne met ou promet de mettre des fonds à la disposition d'une personne ou, prend des intérêts de celle-ci, un engagement par signature tel qu'un aval, un cautionnement ou une garantie sont assimilés à des opérations de crédits, les opérations de location assortie d'option d'achat notamment, le crédit-bail.⁴⁰

✚ Définition étymologique

Le crédit est une expression de confiance, d'origine grec le mot crédit découle de mot grec « **crédere** » c'est-à-dire croire, autrement dit, faire confiance, C'est une confiance qui s'acquière par promesse, ainsi nous pouvons affirmer et mettre en équation la combinaison de 3 facteurs :

$$\text{Confiance} + \text{Temps} + \text{Promesse} = \text{Crédit}^{41}$$

⁴⁰ Article 68 n°-03-11 du 26/06 /03 relative à la monnaie du crédit

⁴¹ HADJ SADOUK.T « Les risques de l'entreprise et la banque », ED, page 11

Un banquier appelle, par conséquent, un crédit toute opération par laquelle, faisant confiance à son client il accorde à celui-ci le concours des capitaux ou de sa garantie.

✚ Selon G. PETIT-DAUTAILLIS, de son livre le risque du crédit bancaire est défini ainsi :

Faire crédit, c'est faire confiance ; c'est donner librement la disposition effective et immédiate d'un bien réel, ou d'un pouvoir d'achat, contre la promesse que le même bien équivalent, vous sera restitué d'un certain délai, le plus souvent avec une rémunération du service rendu du danger couru, danger de perte partielle ou totale que comporte la nature même de ce service ⁴²

Cette définition met en exergue :

- Les trois supports du crédit : le temps, la promesse et la confiance ;
- La contrepartie de l'acte de crédit : la rémunération du service rendu et du danger couru ;
- Le risque lié à l'opération de crédit : le danger de perte partielle ou totale

2- Les trois supports du crédit

L'acte de crédit se traduit par un décalage dans le temps de deux prestations : celle du prêteur et celle de l'emprunteur.

La première est immédiate. Elle consiste, pour le banquier, en une mise à la disposition de fonds ou une prise d'engagement auprès du tiers.

La seconde, différée dans le temps, repose la promesse de l'emprunteur, de rembourser les fonds prêtés, à une date ou à partir d'une date plus ou moins éloignée et sur une période plus ou moins longue.

En acceptant ce décalage dans le temps des deux prestations et la promesse de remboursement de l'emprunteur, le banquier introduit un troisième facteur, la confiance : confiance dans le respect des engagements pris par le client, bien sûr mais aussi, de son professionnalisme, dans les capacités techniques et commerciales de son entreprise et dans la qualité de ces produits.⁴³

⁴² PETIT-DAUTAILLIS Charles : « Le risque du crédit bancaire », Edition Economica.

⁴³ FAROUK BOUYAKOUB, « l'entreprise & le financement bancaire », édition CASBAH, page 18.

A- La contrepartie de l'acte du crédit (L'objet)

L'objet principal souhaiter du crédit pour une banque, c'est bien que la réalisation bien évidemment du profit, en tant qu'une unité économique, la banque, au même titre que toute entreprise, et elle doit réaliser du profit, au-delà de la couverture des besoins quotidien, cette rentabilité est essentielle pour qu'une banque assure son développement.

Une banque commerciale est régie par des règles commerciales comme une entreprise qui achète, transforme et vend, elle utilise de l'argent comme matière première qu'elle transforme en produit appelée crédit en contrepartie une rémunération.

La différence entre la banque est les autres entreprises c'est que cette dernière achète sa matière première a crédit et vend ses produits toujours à crédits.⁴⁴

B- Le Rôle de crédit

Le crédit est un moteur de l'économie, c'est un facteur important du développement des entreprises. Il permet de régler tous les décalages entre les recettes et les dépenses.

Le crédit joue un rôle considérable dans les économies car il :

- ❖ Met à la disposition d'une personne qui dispose d'un besoin d'achat immédiat la possibilité de se procurer, ce qui facilite les échanges entre les entreprises et les particuliers ;
- ❖ Est un moyen de création monétaire ;
- ❖ Permet d'assurer la continuité dans un processus de production et de commercialisation ;
- ❖ Permet d'augmenter la qualité de production.

⁴⁴ FAROUK YAKOUB, « l'entreprise & le financement bancaire », édition CASBAH, op cit

Section 02 : Notions sur les crédits d'investissements et Caractéristiques.

1- Notions sur le crédit d'investissement

Un crédit d'investissement (ou crédit à moyen et long terme) finance l'actif immobilisé du bilan. C'est avec ces immobilisations que l'entreprise réalise sa mission sociale, le remboursement d'un crédit d'investissement est assuré essentiellement par les résultats dégagés par l'entreprise.⁴⁵

Les crédits d'investissement sont des garanties qui permettent aux entreprises d'acquérir des équipements, des biens et des matériels à leur création ou en vue de développer leur activité. Les ressources dégagées pour le fonctionnement de ses biens acquis contribueront au remboursement du crédit.⁴⁶

2- Les types de crédit d'investissement

Lorsqu'on souhaite réaliser un projet d'investissement, l'obtention des fonds est nécessaire pour sa réalisation à travers un crédit d'investissement. On effets il existe plusieurs types, en fonction de la nature et type du projet.

2-1- Le crédit à moyen terme d'investissement

Le crédit à moyen terme d'investissement peut s'inscrire dans la fourchette deux ans /sept ans. Il est essentiellement accordé pour l'acquisition de biens d'équipement amortissable entre huit et dix ans.

Ce type de crédit permet, de financer non seulement le matériel et l'outillage, mais aussi certaines constructions de faible cout dont ils ont besoin les sociétés industrielles.

Le crédit à moyen terme est également distribué par les banques de dépôt, les banques d'affaire ou encore les banques de crédits à moyen et long terme.

⁴⁵ FAROUK BOUYAKOUB, op cit.

⁴⁶ Soualah Sadia Touzene Lamia, « Contrôle du risque de crédit, cas de BDL », mémoire de fin d'étude, UMMTO.

On distingue trois types de crédit à moyen terme d'investissement :

- **Le crédit à moyen terme réescomptable**

Pour pouvoir financer des opérations de crédit d'une durée relativement longue avec des dépôts essentiellement à court terme, il faut résoudre un double problème : celui de donner aux banques de dépôts la possibilité de réescompter leurs crédits à moyen terme auprès de la banque d'Algérie en évitant que ce type de crédit n'entraîne un recours trop systématique aux ressources de l'institut d'Emission et ne pèse donc exagérément sur la monnaie.

- **Le crédit à moyen terme mobilisable**

Ce type de crédit devrait logiquement se substituer au crédit à moyen terme réescomptable.

Pour récupérer la trésorerie engagée dans une opération de crédit à moyen terme, la banque pourrait mobiliser sa créance sur le marché monétaire, mais cette possibilité n'existe pas encore en Algérie.

En France, cette mobilisation se fait par le biais d'une institution spécialisée, le crédit national, chargé de donner un accord préalable, après étude d'un dossier complet déposé auprès de ses services par la banque de demandeur. Cette institution permet d'autre part aux pouvoirs publics français d'orienter la distribution du crédit sur le plan économique.

- **Le crédit à moyen terme direct**

Le crédit à moyen terme est dit direct lorsqu'il est nourri par la banque sur sa propre trésorerie.

Les billets à ordre créés en représentation d'un tel crédit deviennent des reconnaissances de dettes et non des instruments de réescompte ou de mobilisation.

2-2- Le crédit à long terme

Le crédit à long terme s'inscrit dans la fourchette huit ans / vingt ans. Il finance des immobilisations lourdes, notamment les constructions.

Les crédits à long terme se distribuent généralement sous forme de prêts mis intégralement à la disposition des emprunteurs par établissements spécialisés : banque d'affaires, banques de

crédits à moyen et long terme ...le long terme est financé essentiellement sur des ressources d'emprunts, provenant notamment d'émission obligataires.

2-3- Le crédit-bail (ou leasing)

Le crédit-bail est un contrat de location assorti d'une personne de vente.

Crédit-bail est la traduction française de leasing. Cette technique particulière de financement des investisseurs est née aux Etats-Unis. Les sociétés de crédit-bail sont inscrites comme banques ou établissements financiers.

On distingue le crédit-bail mobilier, qui porte du matériel, et le crédit-bail immobilier, qui concerne les immeubles.

o Le crédit-bail mobilier

Il consiste en une opération de location d'un bien d'équipement, de matériel ou d'outillage, acheté en vue de cette location, par la société de crédit-bail sollicitée. Celle-ci demeure propriétaire du bien.

Au terme d'un contrat, le locataire a la possibilité d'acquérir tout ou partie du bien loué, moyennant un prix convenu à l'avance, le prix qui tient compte des versements effectués à titre de loyers.

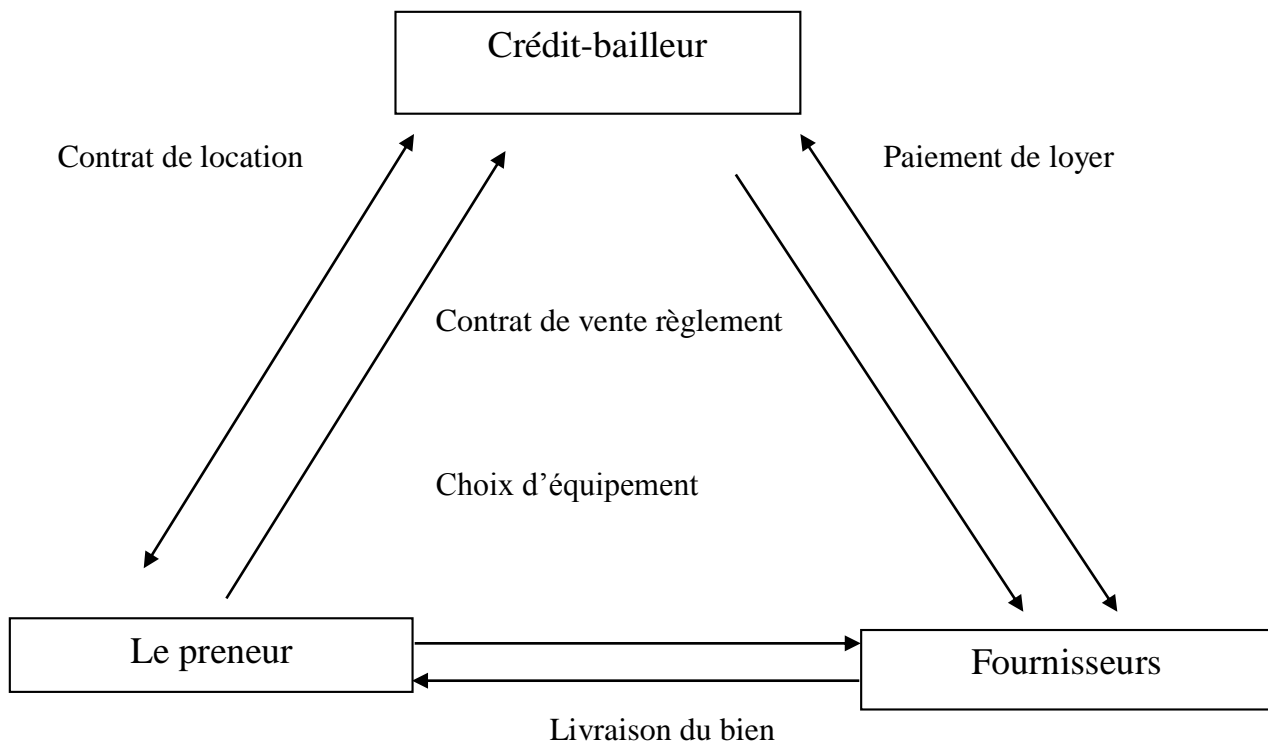
o Le crédit-bail immobilier

Le crédit-bail immobilier consiste en une opération de location d'un bien immobilier à usage professionnel, acheté ou construit par une société de crédit-bail immobilier, qui en demeure propriétaire

Cette opération permet au locataire de devenir propriétaire, en fin de contrat, de tout ou partie du bien loué :

- Soit par cession en exécution d'une opération unilatérale de vente ;
- Soit par acquisition directe ou indirecte des droits de propriété du terrain sur lequel a été édifié l'immeuble loué.
- Soit par transfert de plein droit de la propriété des constructions édifiées sur le terrain appartenant au dit locataire.

Schéma 02 : Représentatif du crédit-bailleur.



Source : Morsli Tinhinane, Kouider Samia, « Les crédits d'investissements pour le financement des entreprises et la gestion des risques », UMMTO, 2019.

3- Caractéristiques de crédit d'investissement

Les crédits d'investissements sont des prêts accordés à des entreprises qui ont des antécédents de crédit solides et qui cherchent à financer des projets à long terme. Les caractéristiques d'un crédit d'investissement comprennent des taux d'intérêt plus bas, des échéances plus longues, et des exigences de garantie moins strictes que les prêts.

➤ Duré du crédit d'investissement

- * Crédit à moyen terme : la durée d'un crédit d'investissement à moyen terme est de deux à sept ans.
- * Crédit à long terme : crédit qui ne dépasse que rarement vingt ans.⁴⁷

⁴⁷ Nathalie taverdet-popiolek « guide du choix d'investissement » édition d'organisation p125.

➤ Délai de traitement de dossier de crédit d'investissement

Après complétude de l'ensemble des documents exigés et à compter de l'introduction de la demande. La banque assurera une réponse aux clients dans un délai de 30 jours maximum⁴⁸.

➤ Montant du crédit d'investissement

Le montant du crédit est déterminé en fonction des capacités de remboursement du projet et du cash-flow dégagé.⁴⁹

➤ Taux d'intérêt du crédit d'investissement

Le taux d'intérêt des crédits d'investissements est de 3.5% avec la prise en charge par le trésor de la bonification du taux d'intérêt.⁵⁰

➤ Garantie du crédit d'investissement

Les crédits d'investissement peuvent être couverts par :

- * Garanties réelles : qui peuvent être : hypothèque / nantissement ; le gage, la garantie bancaire ;
- * Garanties personnelles qui impliquent un droit de créance sur d'autre personne ;
- * Garanties financières : fonds de garantie des crédits aux petites et moyennes entreprises.

➤ La confiance

« Faire crédit signifie faire confiance et la pratiquée sur une longue période, de la relation du crédit crée un climat de confiance entre les protagonistes ».⁵¹

Qui dit crédit, dit confiance, cette relation est considérée comme la base de tout accord de crédit, cette confiance est mesurée par le respect des engagements pris par la clientèle, basée sur la solvabilité de l'emprunteur ainsi de sa capacité dans son activité professionnelle.

⁴⁸ <https://www.bdl.dz> op cite

⁴⁹ <https://www.bdl.dz/Investissement>, op cite

⁵⁰ « Loi de la finance complémentaire 2011 ».

⁵¹ De Coussergus Sylvie, « la banque : structure, marché et gestion », 2^{ème} édition, Paris

Section 03 : Le critère (modalité) d'octroi d'un crédit d'investissement.**1- Le dossier de crédit**

Les dossiers de crédit de la clientèle doivent être constamment tenus à jour. L'ensemble des renseignements, pièces et documents relatifs à l'affaire, tels que les bilans, les tableaux des comptes de résultats, les attestations fiscales et parafiscales, les comptes rendu de visite....

1-1- La demande du client

La demande du crédit présentée par le client doit contenir un certain nombre de pièces et documents nécessaires à une bonne analyse financière et à une juste évaluation du risque. Nous verrons, au fur et à mesure, quels sont ces pièces et documents, nous pouvons affirmer que la documentation comptables et les attestations fiscales et parafiscales constituent un minimum obligatoire et indispensable à toute étude de crédit, y compris lorsqu'il s'agit de « petits crédits » et bien que, dans ce cas, les formalités de montage des dossier soient simplifiées, banquier ne donne aucune suite à la demande d'un client qui manifesterait peu d'empressements à la remise de ces documents de base.⁵²

Le client qui sollicite un ou des crédits est donc tenu :

- D'en faire la demande par écrit et d'y rejoindre ces documents de base, su ceux qui figurent déjà dans son dossier ont plus d'un an ;
- De compléter sa demande pour tout autre document pu, pièce que banquier jugera nécessaire à l'étude de sa demande.

Le nombre et la nature des documents et pièces que peut réclamer le banquier dépendent de l'importance ou du type de crédit sollicité.

⁵² FAROUK BOUYAKOUB, « L'entreprise &l Le financement bancaire », CASBAH Edition, page 131, 132, 133.

1-2- Vérifications préalables

Avant de déposer le dossier du crédit, il est primordial de vérifier la mise à disposition des documents nécessaires, qui nous permettra de s'assurer de la complétude du dossier et d'éviter les erreurs. Pour le faire on va commencer du volet juridique en vérifiant les documents de bases...

A- Volet juridique**• Documents de base**

Deux documents de base importants ;

- L'extrait de registre de commerce
- Les statuts

Pour le premier est une preuve de l'existence juridique de l'entreprise et de sa date de naissance. Les seconds définissent les règles de fonctionnement de la société ainsi créée.

a. Eléments à vérifier**a.1) Adresse du siège sociale**

Où exerce effectivement l'entreprise ? Est-ce la même adresse que celle portée sur le registre du commerce et les statuts ? (À vérifier par une visite sur le site).

a.2) Locaux

Les locaux industriels et administratifs appartiennent-ils à l'entreprise ou s'agit d'une location ? Dans le cas d'une location.

a.3) Durée de vie de l'entreprise

Vérifie la durée de vies des entreprises commerciales, cette durée ne peut, en tout état de cause, dépasser 99 ans.

a.4) Personne à habilités à faire fonctionner les comptes

Le gérant de l'entreprise est-il nominativement désigné dans les statuts ? Est-ce la même personne que celle qui est en relation avec, la banque ? Y a-t-il d'autres personnes habilités à faire fonctionner les comptes de l'entreprise ? Quelle est l'étendue des pouvoirs du gérant (ou

président Directeur général, ou du Directeur Général) en matière d'emprunts, ou d'une manière générale, d'engagement d'entreprise.

a.5) Libellé de l'activité

Le libellé de l'activité de l'extrait du registre de commerce et l'objet social des statuts sont-ils identiques ?

a.6) Actes constitutifs et modifications

Les actes constitutifs et les modifications ont-ils été publiés au Bulletin Officiel D'annonces Légales (BOAL) ?

a.7) Centrales des impayés

Le gérant ou les associées sont-ils recensés à la centrale des impayés ? Sont-ils interdits de chéquier ?

a.8) Renseignement à trois sources

Essayer d'obtenir des renseignements sur l'entreprise et ses dirigeants, à trois sources différentes au moins.

B- Volet statistique**a) La Fiche de mouvements**

La fiche de mouvement (informalisé ou non) décrit le fonctionnement du compte. Elle enregistre l'ensemble des mouvements transitant par le compte.

a.1) Élément à vérifier

Comparer l'évolution du mouvement confié à celui du chiffre d'affaires tel qu'il ressort de la documentation comptable remise par le client. Si le mouvement confié est inférieur au chiffre d'affaires réalisé, demander des explications et s'inquiéter de la destination de la part non confiée. Y aurait-il une autre banque ?

Si le client bénéficiait déjà d'un crédit par caisse, vérifie l'adéquation entre l'utilisation et l'autorisation de crédit, Si l'encours utilisé dépasse le montant d'utilisation.

a.2) Situation possible**a.2.1) Le fonctionnement du compte s'alourdit :**

Cela peut être dû à :

- Une détérioration de trésorerie ;
- A des conditions d'exploitation différentes : modifications des délais de paiements de la clientèle ou des délais de paiements consentis par les fournisseurs, élévation du niveau des stocks... ;
- A un concours plus important aux concours bancaires (désengagement d'un autre banquier ?) ;
- A des investissements financés sur des ressources d'exploitation.⁵³

a.2.2) Le mouvements confié baisse :

Deux raisons peuvent être à l'origine :

- Le chiffre d'affaires est en diminution : c'est-à-dire que l'entreprise connaît une régression de l'activité ;
- Le chiffre d'affaires est constant ou en hausse.

⁵³ Farouk Bouyakoub, op cit, page 134

Conclusion

Au terme de ce deuxième chapitre, intitulé le financement des investissements, nous avons pu découvrir la source de financement des investissements par le moyen du crédit que l'ensemble des établissements financiers accorde.

Tout au long de ce chapitre, nous avons défini le crédit bancaire comme l'un des moyens de financement le plus important qui permet de développer le fonctionnement de l'activité économique.

Nous avons également, identifié les différentes notions sur le crédit d'investissements qui vise à comprendre qu'il sert à financer l'actif immobilisé du bilan.

Un crédit d'investissement est conçu également comme étant une garantie pour les entreprises on lui offrant la possibilité d'acquérir des équipements, constitué de plusieurs types à savoir : crédit à moyen terme, à long terme, mais également du crédit-bail (ou leasing), tout en citant les différentes caractéristiques de ce dernier.

Nous avons vu pareillement dans ce chapitre, les différentes modalités d'octroi d'un crédit d'investissement, qui nécessite effectivement de recueillir les différents éléments pour convaincre l'organisme sensé de la fiabilité du projet.

Précédemment, nous avons vu certaine définition concernât les différentes notions que ça soit liquidité, gestion de liquidité, mais il est aussi important d'introduire d'autres notions relatives à l'investissement et comment la décision d'investissement est prise, ainsi le rôle de la banque dans le financement réel de l'économie via l'octroi d'un crédit ?

La notion d'investissement, se réfère un engagement de fond par lequel une entreprise attend une rentabilité à terme, avec un taux de risque minimum, ou bien le fait d'engager ou de placer des capitaux dans le but d'en retirer un avantage, il peut prendre plusieurs formes que ça soit investissements matériel, immatériel, un investissement financier en acquérant des actifs financiers.

Les banques qui collectent de l'épargne, et dispose de liquidité, doit investir une partie de ses ressources, afin d'en retirer un rendement et assurer sa rentabilité, elle doit procéder à une prise de décision d'investissement qui fait référence au processus menant à engager des capitaux dans un projet.

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

Introduction

L'action d'investir consiste à immobiliser des capitaux c'est-à-dire à engager une dépense immédiate, dans le but de retirer un gain sur plusieurs périodes successives. Le terme projet fait l'objet d'une utilisation fréquente partant d'une définition étymologique du latin qui signifie un ensemble d'activités coordonnées et interdépendantes qui vise à l'accomplissement d'une fin spécifique. L'investissement présenté par des immobilisations nouvelles corporelles incorporelles.

Les banques doivent à tout moment répondre aux besoins de trésorerie de leurs clients, pour cela la gestion de la liquidité bancaire est perçue comme un indicateur de stabilité, de solvabilité financière de la banque lui permettant d'honorer ces engagements, pour gagner la confiance des clients, et investisseurs, permettant à la banque d'identifier des opportunités d'investissements et évaluer les risques.

Quant à la gestion de la liquidité bancaire consiste à la mise en œuvre de nombreuses actions par une banque, pour assurer l'équilibre entre les actifs et passifs, elle vise à maintenir un niveau suffisant lui permettent de faire face aux échéances de paiement (vise à assurer la continuité de la banque et le respect des exigences réglementaire en matière de liquidité). La gestion de la liquidité bancaire consiste à s'assurer que la banque dispose des ressources financières nécessaires pour faire face à ses obligations de paiement à court terme, cela implique de surveiller attentivement les flux de trésorerie. Une gestion efficace de la liquidité est essentielle pour assurer la stabilité financière et la capacité de la banque à remplir ses fonctions de prêt et de financement.

Méthodologie de travail

Pour atteindre nos objectifs de recherche, nous avons adopté une démarche descriptive basée sur des notions théoriques et fondées sur des recherches bibliographiques.

Ainsi un déplacement sur terrain à travers un stage pratique pendant une durée d'un mois et demi au sein de la BDL de Tizi Ouzou. Le stage a été effectué dans le service crédit, qui nous a permis de recueillir des données et des informations relatives à notre thème.

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

Section 01 : Description et historique de la BDL.

La banque de développement local est une banque commerciale, et qui dit banque dit réseaux d'agence pour accueillir et prendre en charge la clientèle.

Créée en 1985, la BDL, s'est fixée l'objectif de mettre en place un réseau digne d'une grande banque nationale. Pour se faire, elle a fourni de grands efforts pour consentir, construire et développer ses réseaux.

Elle est issue de la reconstruction du « Crédit populaire algérien » la BDL ne disposait que de 39 agences que la (CPA) lui a déléguées, Aujourd'hui, elle a en compte (164) agences couvrant tout le territoire nationale 06 agences prêts sur gages (Annassers, Annaba, Oran, Harriched, Constantine, Ain Beida)

La BDL a simplifié le passage à l'économie de marché, grâce à ses capacités de réussir l'indépendance mise à niveau avec ses homologues étrangers.

1- Présentation de la banque BDL

La banque de développement local par abréviation BDL est un organisme financier, public, économique qui a été créé par le décret N° 86 /85¹ du 30 avril 1985 à la suite de la reconstruction de crédit populaire algérien (CPA) sous la forme de Société Nationale de Banque. Elle a été créée par un objectif précis qui est la spécialisation dans le financement des entreprises publiques locales.

Son siège social est établi à Staouali (Wilaya d'Alger). A sa création, la BDL a hérité d'une partie de la CPA en restructuration, d'un siège social, de 39 agences et du transfert de 700 agents. Elle a également hérité, en 1886, des activités et des biens des caisses de crédit municipaux d'Alger, d'Oran, Constantine et Annaba (Prêts sur gages).

En effet, Elle est la seule banque qui prend en charge l'activité de prêt sur gages (OR), ainsi parmi les agences qui compte la BDL, six (06) sont spécialisées dans cette activité.⁵⁴

⁵⁴ Journal officiel N° 19, mai 1985.

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

La BDL sera transformé dans le cadre de l'autonomie des entreprises publiques, en société par action le 20 février 1989 avec un capital social détenu exclusivement par l'État. En tant qu'instrument de planification financière, le champ d'action, de la BDL, demeurerait restreint jusqu'à 1990 avec les changements que la loi sur la monnaie et le crédit a apportés au système financier algérien, cette loi lui ayant attribué l'autonomie financière.

1-1- Identification et aperçu historique de le BDL

Principaux éléments d'identification

- * **Raison sociale** : La banque de développement local-par abréviation BDL.
- * **Forme juridique** : société par action -EPE/SPA.
- * **Capital social** : 36,800,000,000, le capital social de la banque subi plusieurs augmentations, passant de 500,000,000 à la création à DZD 15,800,000,00 en 2014 et à 36,800,000,000 DZD 2015⁵⁵.
- * **Actionnaire** : l'état représenté par le ministère des Finances.
- * **Siège social** : 05, rue GACI AMAR-STAOUELI ALGER.
- * **Objet social** ; Banque universelle versée dans le financement particulièrement de la PME /PMI, les particuliers, et professions libérales.
- * **Création** : Décret N° 86/85 du 30 avril 1985 sous forme de Société Nationale des banques destinée au financement du développement local.
- * La BDL est passée à l'autonomie et transformée en société par action-Spa-le 20 février 1989.
- * **Agrément Banque d'Algérie** : Décision Banque d'Alger N° 2002/03 du 23 septembre 2002.

La Banque de Développement Local issue de la restructuration de la CPA a été par le décret N° 85/84 du 30/04/1985 sous forme d'une société nationale de banque pour prendre en charge le portefeuille des entreprises publiques locales.

⁵⁵ 86 Règlement BA 2004/01 pourtant augmentation du capital minimum des banques et des succursales de banques de 2,5 milliards à 10 milliards de DA (100 millions d'euros).

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

Jusqu'à 1995, ces entreprises ont participé pour 90% employé de la BDL, le reste étant constitué d'une clientèle diversifiée formée de petites entreprises privées et des bénéficiaires du prêt sur gage.⁵⁶

Avec l'avènement de la loi portant autonomie des entreprises⁵⁷, la BDL s'est transformé le 20/04/1989 en société par actions avec un capital de 1440 Millions (DA).

Le processus d'assainissement et restauration du secteur public économique initié par les pouvoirs publics depuis 1994 s'est soldé par la dissolution d'environ 1360 entreprises publiques locales (EPL), ce qui a engendré de graves incidences sur la composition du portefeuille de BDL ainsi que sur ses résultats.

Par ailleurs et suite à la transformation des créances détenues sur les entreprises publiques dissoutes en obligations du trésor rémunérées ainsi que la recapitalisation de la banque⁵⁸ conjuguée aux actions d'assainissement et de redressement engagées par la banque ont permis à la BDL de rétablir ses équilibres financiers et de renouer depuis 2001 avec la rentabilité.

La BDL qui a démarré son activité avec 39 agences héritées du CPA, a pu devenir une banque de proximité en développement progressivement son réseau pour atteindre 164 agences plus précisément en juillet 2023 répartie sur l'ensemble des wilayas du pays.

Son capital social a aussi subi des augmentations, la première en 2003 passant à 7140 millions de Dinars Algériens puis 13390 millions de Dinars en 2006 et de 15800 Millions de Dinars Algériens puis à 13390 Millions de Dinars en 2006 et de 15800 Millions de Dinars en 2010 et enfin à 36800 Millions de Dinars en 2010.

A l'instar des autres banques publiques algériennes, la BDL traite toutes les opérations de la banque avec l'exclusivité des financements prêts sur gages avec 5 agences spécialisées.

⁵⁶ Crédits hérités des caisses municipales françaises destinés aux ménages et garantis par des dépôts d'objet en Or. La BDL détient l'exclusivité de ce produit en Algérie.

⁵⁷ Loi B8-01 de janvier 1988, portant autonomie des entreprises publique Algérienne.

⁵⁸ Le rachat des créances en souffrances des entreprises publiques par l'Etat s'est fait soit par la recapitalisation des banques (L'injection de liquidité) ou par leur transformation en titres de créances (obligations de trésor rémunérées).

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

Après avoir été banque des entreprises publiques locales, la BDL se distingue aujourd'hui en étant banque des PME/PMI, des professions libérales, de micro-entreprises créées dans le cadre des différents dispositifs de soutien d'emploi, des promoteurs immobiliers et des particuliers.

En outre, elle est la seule banque publique à prendre en charge l'activité des prêts sur gage héritée des ex-caisses du crédit municipal, et qu'elle continue de promouvoir au bénéfice des particuliers, des ménages qui trouvent dans ce crédit une réponse à leurs besoins de trésorerie en contrepartie de gage d'objets en or, en effet la BDL aujourd'hui dispose de 06 agences en charge du prêt sur gage.

Sa stratégie est orientée vers la participation active au développement de l'économie nationale et particuliers la relance de l'investissement à travers le financement des PME/PMI tous secteurs confondus, et la participation à tous les dispositifs mis en place par les pouvoirs publics (ANSEJ, CNAC, ANGEM).

La BDL joue un rôle important dans le financement de l'habitat à travers différents produits notamment le crédit immobile et promotion immobilière.

Enfin, la BDL est adhérent à la monétique nationale (carte retrait, de paiement, visa et au système de télé-compensation ainsi les nouveaux produits lancés récemment à savoir le e-paiement, la BDL a lancé aussi le mobile Banking (une application mobile + SMS Banking) et un service Money-gram pour le transfert d'argent de l'étranger vers l'Algérie.

2- Stratégie et objectifs de la BDL

L'objectifs fondamental de le BDL est conforter sa part de marché et d'améliorer sa marge d'intermédiation bancaire⁵⁹ pour assurer une rentabilité soutenue et garantir sa pérennité et sa prospérité. L'accroissement et la diversification de son portefeuille industriel et commercial constitue une priorité de son développement pour cela, elle se soucis de fidéliser sa clientèle de petites et moyennes entreprises et chercher de nouvelles cibles pour développer sa part de marché.

⁵⁹ La marge d'intermédiaire bancaire peut être définie comme étant une marge semblable à la marge brute des compagnies non financière. Cette marge appelée la marge d'intérêt net (MIN) est une mesure en pourcentage de la différence entre les intérêts produits par des banques ou d'autres institutions financières et les intérêts payés à leur prêteurs (par exemple : dépôts).

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

Il est primordial pour une banque de s'installée dans un paysage concurrentiel de moderniser aussi son réseau commercial, améliorer ses services et bien prendre en charge sa clientèle, devenue de plus en plus exigeante. Les actions entreprises à cette fin sont les suivants :

- Assurer une qualité de service en termes de conditions d'accueil de la clientèle, réfection et modernisation de ses locaux d'exploitation, construction de nouveaux sièges, agences ...
- Elargissement de son réseau et ouverture de nouvelle agence pour assurer la proximité
- Prise en charge de la clientèle, bien cerner les besoins, maîtriser les délais de traitement, accompagner et assister les clients en leur assurant des services personnalisés.
- Un centre d'appel est mis en place pour toutes réclamations et informations.
- Des chaines et pages publicitaires sur les réseaux sociaux.
- La BDL va se doter d'un nouveau système d'information annoncé en février 2017.

3- Les missions de la BDL

Elle a pour mission l'exécution de toutes les opérations bancaires, et l'action de prêts et des crédits sous toutes leurs formes, la BDL est une banque polyvalente dans la mesure où elle assure une double mission : Banque de dépôt et banque de développement.

3-1- Banque de dépôt

Elle peut recevoir des dépôts à vue et à terme de toutes personnes physiques ou morales. Elle traite toutes les opérations de la banque de crédit et de change ainsi que celles de trésorerie.

3-2- Banque de développement

Elle finance des crédits à court terme et long terme divers projets planifiés, elle détient le monopole des prêts sur les gages aux particuliers. Il faut bien signaler qu'elle fait une profession habituelle de recevoir des fonds du public et les verser pour leur propre compte. Cette banque joue le rôle d'intermédiaire financier entre les offreurs et demandeurs de capitaux.

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

4- La structure et organisation de banque BDL

L'organigramme général de la BDL s'articule autour des structures centrales et de réseaux de succursales, Agences et inspections, elles entretiennent entre elles des relations fonctionnelles et hiérarchiques en dotant chacune d'un ensemble de tâches pour assurer les millions fixés à la banque par les pouvoirs publics.

La structure générale de la BDL se présente comme suit :

- ✓ La direction générale DG :(PDG-Direction centrales).
- ✓ Les directions Régionales d'exploitation (DRE)
- ✓ Le réseau d'agences.

4-1- Structure et organisation

4-1-1- La direction générale

Elle est chargée des tâches de conception, animation, soutien et contrôle des structures du réseau. Elle entretient des relations hiérarchiques et fonctionnelles avec le réseau des directions régionales et agences. Elle est composée de :

- A. Président Directeur Générale nommé par un décret sur proposition du ministre des Finances pour assurer la responsabilité de gestion et de fonctionnement de la banque.
- B. Le conseil d'administration composé du président directeur Général, d'administrateur, commissaires, commissaires aux comptes et représentants de ministères du commerce, et des collectivités locales.
- C. Les directions centrales placées sous l'autorité du PDG qui assurent dans le cadre des orientations de la Direction Générale, des tâches de conception, de soutien, d'organisation et de contrôle des structures des réseaux.

4-1-2- Les Directions régionales d'exploitation

Ce sont les organes intermédiaires entre les directions centrales et les agences. En effet, chaque groupe lui est rattaché un ensemble d'agences qu'il contrôle en leur assurant l'animation, l'assistance et la supervision de leur fonctionnement.

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

La direction régionale est organisée autour de quatre départements :

A- Le département d'exploitation et animation commerciale qui coordonne les activités des services suivants :

- ✓ Le service Etude et crédit
- ✓ Le service suivi des engagements
- ✓ Le service animation commerciale

B- Le département des affaires administratives et du personnel constitué de deux services :

- ✓ Le service des moyens généraux.
- ✓ Le service du personnel.

C- Le département des affaires juridiques et recouvrement des créances constitué de deux services.

- ✓ Le service des affaires juridiques.
- ✓ Le service de recouvrement des créances.

D- Le département contrôle constituer des services suivants :

- ✓ Le service contrôle comptable.
- ✓ La cellule de contrôle premier degré.

4-1-3- Le réseau d'agences

L'agence constitué la cellule de base de l'organisation de la banque et sa première vitrine qui doit par conséquent être à la hauteur des attentes de la clientèle au niveau de la BDL, les agences sont classées en quatre catégories :

- ✓ Agence principale.
- ✓ Agence de 1^{ère} catégorie
- ✓ Agence de 2^{ème} catégorie.
- ✓ Agence de 3^{ème} catégorie.

Sous l'autorité et le contrôle du chef d'agence, l'agence est organisée en différents service :

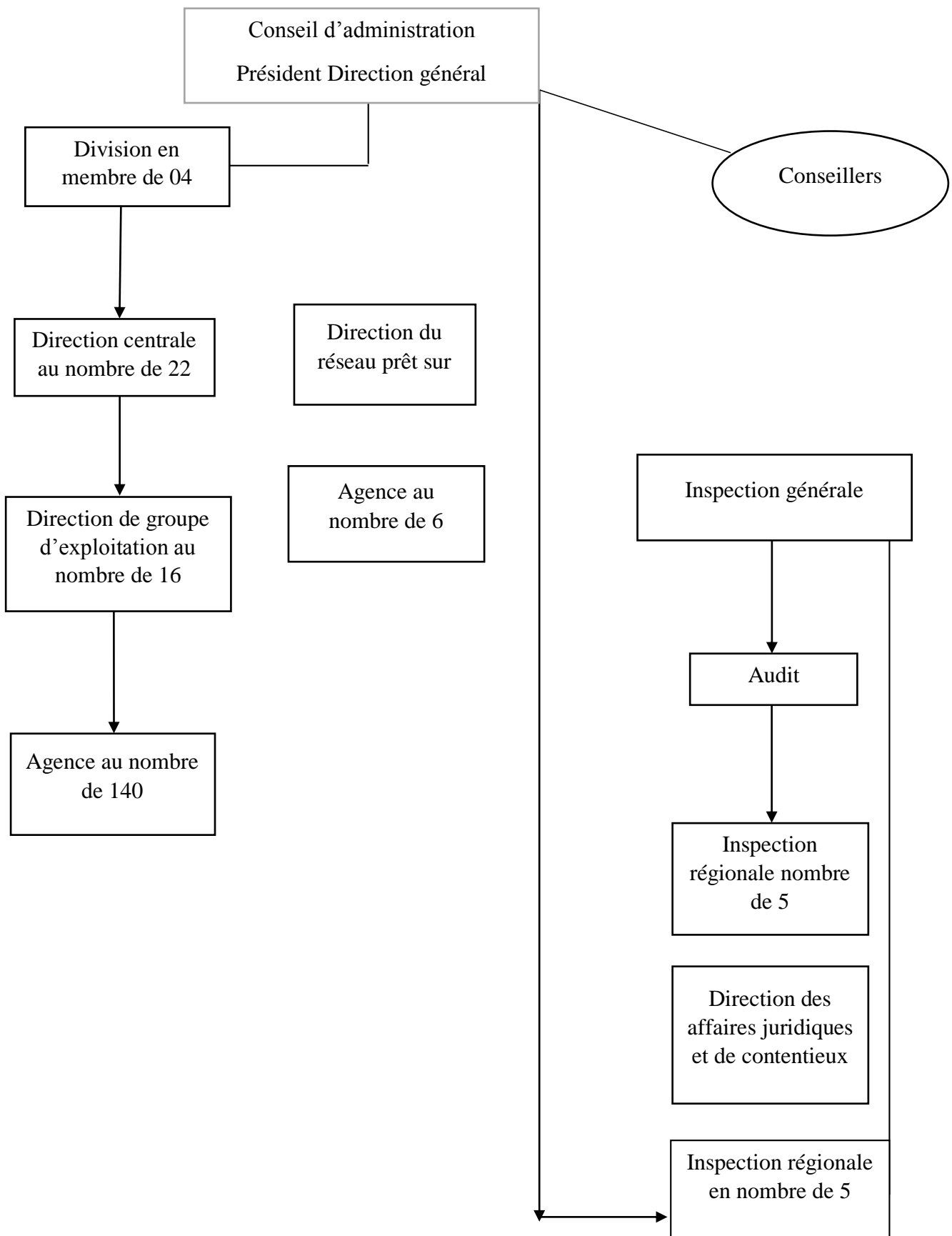
Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

- Le service crédit et engagements.
- Le service étranger et change.
- Le service caisse.
- Le service portefeuille et moyens de paiement.

4-2- L'organigramme de la banque BDL

L'organigramme général de la BDL s'articule autour des structures centrales, des réseaux de groupes régionaux, les agences et inspections. Elles entretiennent entre elles des relations fonctionnelles Et hiérarchiques en dotant chacune d'un ensemble de tâches pour assurer les missions fixées à la banque par les pouvoirs public.

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

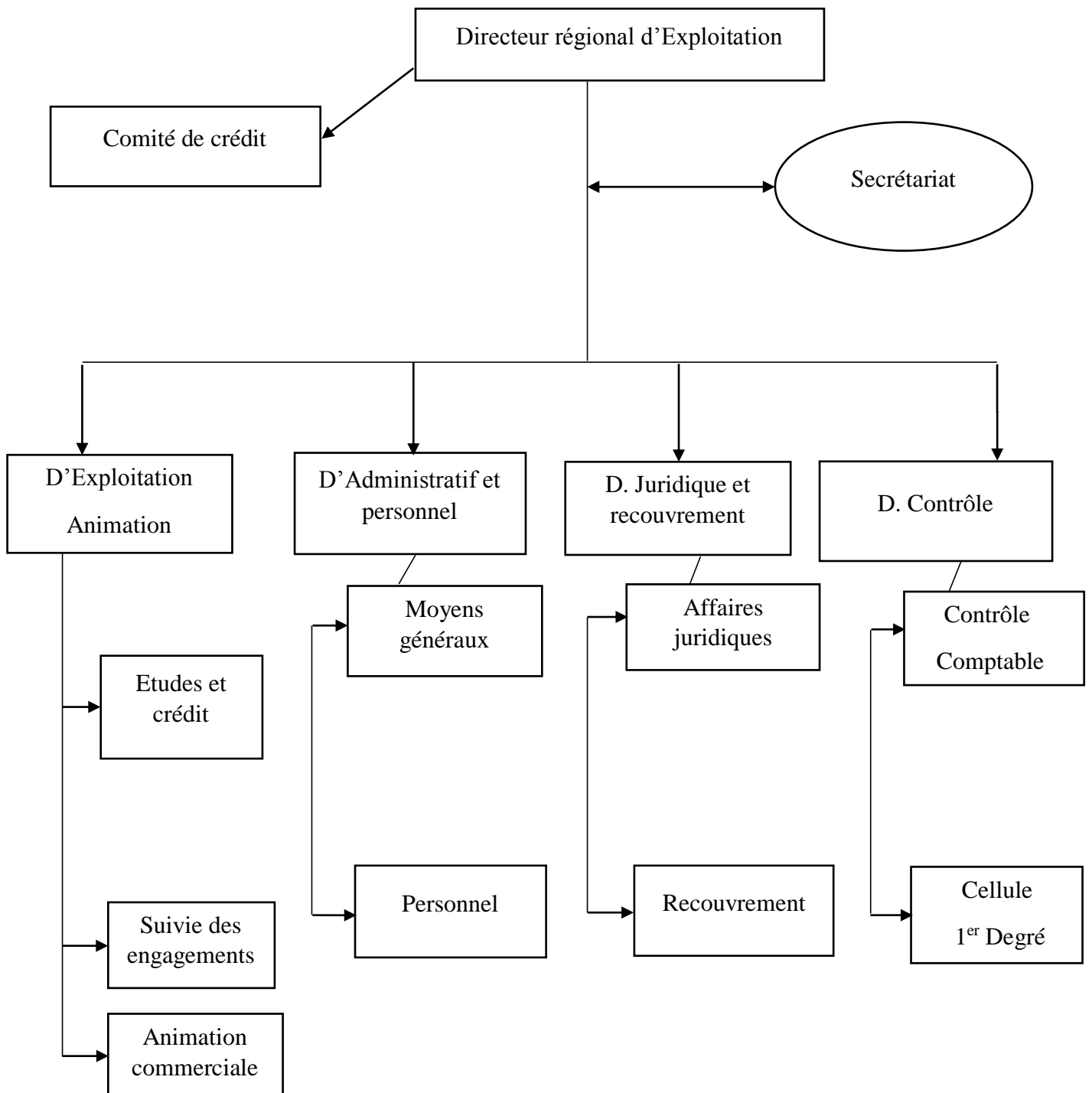


Source : Procédure de gestion portant organisation de la BDL.

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

4-2-1- La Direction Régionale d'Exploitation

Figure 02 : Organigramme de la DRE.

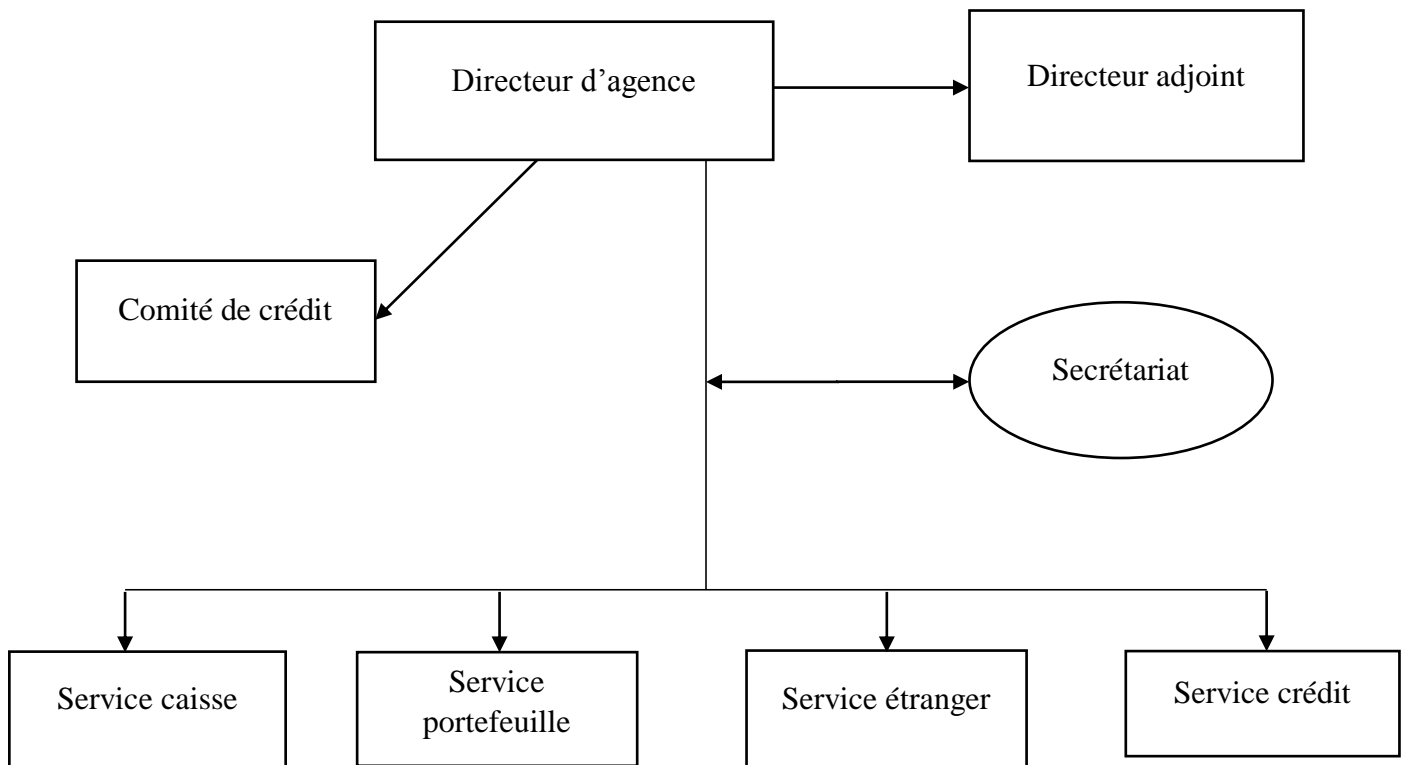


Source : Procédure de gestion portant organisation de la BDL.

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

4-2-2- L'agence

Figure 03 : Organigramme de l'agence



Source : Procédure de gestion pour tant organisation de la BDL

A- Le service crédit au sein de la banque BDL

Faire crédit, c'est faire confiance, la mise à la disposition d'un client, d'un certain montant, pour une certaine durée moyennant une rémunération en contrepartie du risque puis concernant la perte potentielle ou total de la somme prêté.

Au niveau de l'agence, la fonction crédit est prise en charge par le service crédit dont les missions sont :

A-1) Réception et montage du dossier de crédit

- * Validation : S'assure de la validation du dossier caisse.
- * Montage : S'assure de la présence de tous les documents constitutifs exigés.

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

- * Réception : Le dossier doit être complet pour accuser sa réception.
- * Perception de commissions :
 - Prélever la commission d'ouverture du dossier.
 - Joindre la pièce comptable dans le dossier.
- * Consultation du CRI :
 - Renseignement de la demande.
 - Signature du client.

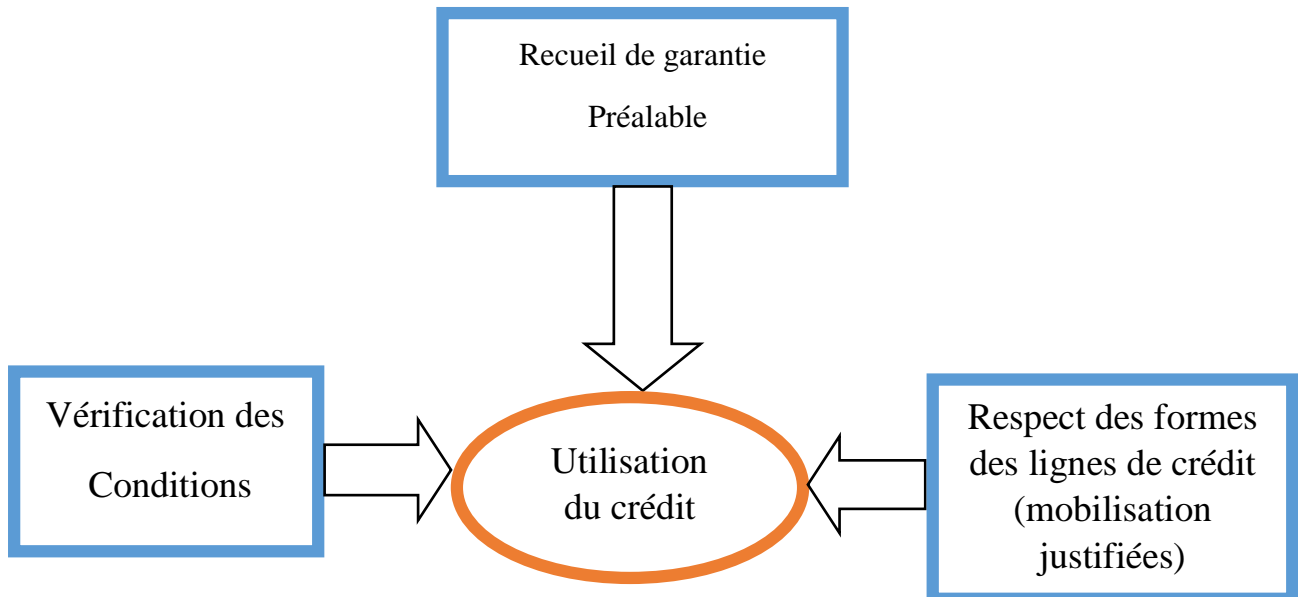
A-2) Etude de dossier (les supports d'étude)

- * Respecter sa forme et son contenu.
- * Le bien renseigné (ne jamais exclure un champ pour indispensabilité de l'information).
- * Respecter la forme.
- * Signature des membres prévus par la note PDG avec apposition des griffes.

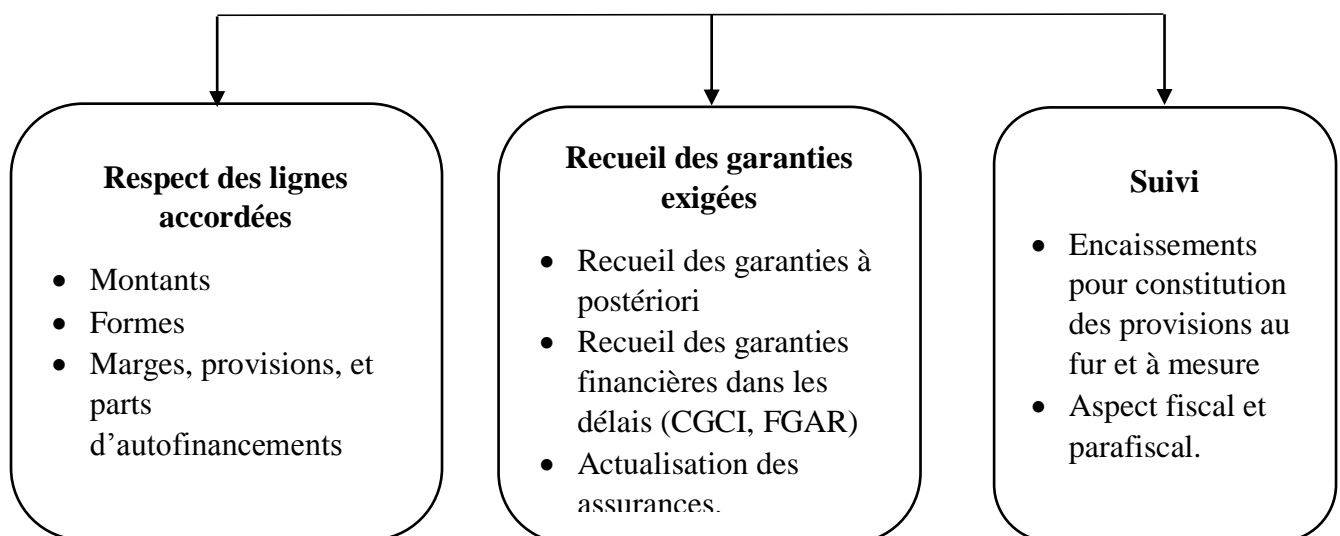
Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

A-3) Suivi du dossier (utilisation du crédit)

Figure 04 : Suivi du dossier (utilisation du crédit).



A-4) Suivi du dossier (suivi de crédit jusqu'à échéance)



Section 02 : Synthèse théorique sur la contribution de la gestion de la liquidité bancaire à la prise de décision d'investissement

La mission principale, de la banque a toujours été et demeure l'intermédiation financière en collectant l'épargne des ménages, des entreprises, sous forme de dépôts et en distribuant ces ressources sous forme de crédits. La banque joue un rôle clé de mise en relation entre agent économique aux besoins et aux capacités de financement.

Les banques doivent à tout moment répondre aux besoins de trésorerie de leurs clients, pour cela la gestion de la liquidité bancaire est perçue comme un indicateur de stabilité, de solvabilité financière de la banque lui permettant d'honorer ces engagements, pour gagner la confiance des clients, et investisseurs, permettant à la banque d'identifier des opportunités d'investissements et évaluer les risques.

A cet effet la problématique qui fera l'objet de cette étude est : L'impact de la gestion de la liquidité bancaire dans la prise de décision d'investissements ?

De cette problématique découle des sous-questions :

- Notion des déferents concepts : la liquidité bancaire, la gestion de la liquidité bancaire, l'investissement ?
- Quelles sont les déferentes étapes de la prise de décision d'investissement ?
- Quelles sont les éléments (instruments) que la banque prend en considération pour gérer sa liquidité afin de prendre des décisions d'investissement ?

Les établissements bancaires, doivent être en mesure d'honorer en permanence ces engagements, c'est pour cela la liquidité fait référence à l'aptitude ou la capacité des banques à honorer ces engagements notamment le remboursement des dépôts de sa clientèle.

Quant à la gestion de la liquidité bancaire consiste à la mise en œuvre de nombreuses actions par une banque, pour assurer l'équilibre entre les actifs et passifs, elle vise à maintenir un niveau suffisant lui permettent de faire face aux échéances de paiement (vise à assurer la continuité de la banque et le respect des exigences réglementaire en matière de liquidité). La gestion de la liquidité bancaire consiste à s'assurer que la banque dispose des ressources financières nécessaires pour faire face à ses obligations de paiement à court terme, cela implique

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

de surveiller attentivement les flux de trésorerie. Une gestion efficace de la liquidité est essentielle pour assurer la stabilité financière et la capacité de la banque à remplir ses fonctions de prêt et de financement.

Précédemment, nous avons vu certaine définition concernât les différentes notions que ça soit liquidité, gestion de liquidité, mais il est aussi important d'introduire d'autres notions relatives à l'investissement et comment la décision d'investissement est prise, ainsi le rôle de la banque dans le financement réel de l'économie via l'octroi d'un crédit ?

La notion d'investissement, se réfère un engagement de fond par lequel une entreprise attend une rentabilité à terme, avec un taux de risque minimum, ou bien le fait d'engager ou de placer des capitaux dans le but d'en retirer un avantage, il peut prendre plusieurs formes que ça soit investissements matériel, immatériel, un investissement financier en acquérant des actifs financiers.

Les banques qui collectent de l'épargne, et dispose de liquidité, doit investir une partie de ses ressources, afin d'en retirer un rendement et assurer sa rentabilité, elle doit procéder à une prise de décision d'investissement qui fait référence au processus menant à engager des capitaux dans un projet, les étapes en principes sont les suivantes :

- La phase d'identification : qu'est la plus importante car il permet de voir l'idée global du projet (financièrement, économiquement) et si l'on peut réellement consacré de nouvelles ressources.
- La phase de préparation : Qui vise à développer les différentes paramètres estimer lors de phase d'identification , estimer les différentes couts nécessaire à la réalisation du projet, l'étude de ce projet ce fait à travers une analyse du marché (les quantités à produire /prix , ainsi faire une analyse concurrentiel) , procéder également à une étude du marché (concernant les différentes conditions de mise en œuvre du projet), avant toute mise en place du projet, il est indispensable de faire une estimation des différentes dépenses, et recette lié aux projet, avec la mise en place de toute conditions que ça soit juridiquement, financement, fiscal
- La phase d'évaluation : cette étape permet de choisir parmi les composantes, la variante qui répond mieux aux exigences avec un niveau de rentabilité et un taux de risque acceptable.

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

- La phase de décision : dans cette étape trois situations seront possible.
 - ✓ Accord du projet : lorsqu'il apparait avantageux.
 - ✓ Refus du projet : du a l'insuffisance des opportunités.
 - ✓ La poursuite de l'étude : approfondir les analyses, ou possibilités de mise en œuvre de nouvelles variantes.
- La phase de la mise en œuvre : consiste à la réalisation réelle du projet, avec la mise à disposition des fonds nécessaire.
- La phase de contrôle : c'est le processus permettant de vérifier que le projet déroule réellement ou bien conformément aux exigences (au plan), il peut également effectuer ce qu'on appelle feed-back : qu'est l'action de faire remonter les informations issues du contrôle, permet de corriger la trajectoire du projet.

Nous avons jusqu'à présent abordé la gestion de la liquidité bancaire et la prise de décisions d'investissements du point de vue de la banque en tant que gérante des ressources issue de l'épargne, cependant, les banques sont également acteurs de financement de l'économie réel, par me bais notamment des crédits accordés aux entreprises. Parmi ses crédits, on distingue le crédit d'investissement accordé pour un projet spécifique de développement nécessitant des financements importants sur le moyen/long terme que ça soit mobilier/immobilier, or lorsque l'entreprise sollicite une banque pour obtenir un crédit d'investissement, son accord par la banque suivra une logique similaire.

Pour cela on se pose la question comment la banque gère de manière optimal ou efficace ses ressources, afin de prendre des décisions d'investissements.

Comme on l'avait expliquer déjà la gestion de la liquidité , correspond à la capacité d'une banque à assurer en permanence l'équilibre entre ses actifs et passifs , afin de faire face à ses échéances, qu'est un enjeu majeur de solvabilité ,or lorsque une banque investi une partie de ses ressources issue des dépôts ,elle doit veiller à maintenir ce que appel un coussin de sécurité suffisant en actif facilement mobilisable, plusieurs instruments sont prise en considération par la banque durant son études :

Lorsque, une entreprise demande un crédit d'investissement, la banque analyse en détails ses bilans pour évaluer sa santé financière ou le projet d'investissement , ainsi l'analyse

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

de la situation financière à travers le calcul des différents ratios permettant de dégager les points positifs et négatifs, veiller même aux équilibres que ça soit à court et long terme, à travers le calcul du FR (fonds de roulement) et du BFR (Besoin en fonds de roulement), ainsi le TN (Trésorerie net) ces analyses aident la banque à évaluer les risques et les opportunités liés à l'investissement et à prendre des décisions éclairées. Elle prend aussi en considération sa structure de financement qui fait référence à la manière dont une entreprise obtient les fonds nécessaires pour financer ses activités, cela peut inclure le financement d'une entreprise par dettes (obligations ou emprunts), le financement par capitaux propres (actions émises par l'entreprise). La structure de financement d'une entreprise peut avoir un impact sur sa stabilité financière, capacité à rembourser ses dettes et sa flexibilité pour investir dans de nouvelles opportunités.

La banque analyse également les différentes garanties proposées par l'entreprise, et s'assurer que réellement peuvent couvrir le risque en cas de dégradation de la situation financière. Elles jouent un rôle très important dans la prise de décision, les garanties offrent une sécurité supplémentaire pour les prêteurs car elles leur permettent de récupérer une partie ou la totalité de leur investissement en cas de non-remboursement. La banque peut refuser un crédit si elle estime que les garanties fournies ne sont pas suffisantes ou adéquates pour couvrir le risque de non-remboursement, et ne répondent pas aux critères de la banque.

Au terme de cette analyse on a pris un exemple banque française qui est la BNP PARIBAS : qui est une importante banque française, qui dispose d'une trésorerie issue des dépôts de ses clients particuliers /entreprises, les ressources de la banque sont gérées par la direction de trésorerie, et la gestion d'actif surveille quotidiennement les flux des entrées et sorties :

Elle identifie ainsi les liquidités excédentaires qui pourront être investies, elle évalue les différentes opportunités sur le marché financiers (actions, obligations d'Etat ou d'entreprise de différentes zones géographiques et notations), l'immobilier ou le financement du projet.

Chaque option fait l'objet d'une analyse approfondie des critères risque, rendement, et contrainte réglementaire comme le calcul des différents ratios (liquidité ...), la décision finale tient compte des prévisions macro-économique de la stratégie de la banque, et vise à optimiser le couple (rendement/risque) tout en maintenant un niveau suffisant d'actif liquide permettant de répondre à l'éventuel besoin de trésorerie, notre analyse a été accompagnée par quelques données chiffrées qu'en va présenter dans ce qui suit :

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

- Montant total moyen de liquidité générer quotidiennement entre 50 et 100 milliards d'euros.
- Part moyenne des liquidités investie à court terme (Moins de 3 ans) : 20% à 30%.
- Part moyen des liquidités investie à long terme (plus de 2 ans) : 20% à 30%.
- Part moyen des liquidités investi en moyen terme (3 mois-2 ans) : 30% à 40%.
- Rendement moyen actualisé visé sur le portefeuille total : 0,5% à 1%.
- Ratio de liquidité : est de 150% représente à pourcentage très élevé dépasse les 100%.
- Financement accordé au PME/ETI en France en 25 milliards d'euros.
- Nombre de réunion annuelle du comité d'investissement : environ de 40 réunions.
- Effectif dédié à la gestion de la liquidité est de 150 effectifs.

Nous concluons que la liquidité bancaire est un enjeu majeur pour toute banque, que se doit d'assurer en permanence son équilibre de trésorerie pour faire face à ses engagements, un élément clé pour soutenir le crédit d'investissement et favoriser le financement des projets d'investissement, la gestion de la liquidité a donc un objectif bien défini qu'est de maintenir un matelas de sécurité suffisant en actif facilement mobilisable. Elle fait l'objet d'un suivi quotidien et repose sur les outils de placement et refinancement diversifié. Elle joue un rôle important dans la prise de décision d'investissement, une gestion efficace de la liquidité bancaire permet aux banques de maintenir un équilibre entre l'octroi de crédit d'investissement et la disponibilité de liquidité pour faire face à d'autres besoins financiers. Ainsi, la gestion de la liquidité a un impact significatif sur la décision d'investissement.

Il existe donc un lien fort entre cette gestion liquidité et la prise de décision d'investissement.

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

Section 03 : Etude d'un cas dossier de crédit d'investissement au sein de la BDL.

Les banques, doivent à tout moment répondre aux besoins de trésorerie de leurs clients (retrait, paiement), pour se faire, elles investissent dans des dépôts qu'elles collectent, notamment en prêtant à différentes parties. Un risque de déséquilibre entre les flux de trésorerie des actifs (Prêt), et des passifs (Dépôts) peuvent intervenir pour cela la gestion de la liquidité bancaire vise à garantir une correspondance entre les échéances, géré de manière optimale et efficace ses ressources, afin que la banque décide de nouveaux investissements qui vont pas mettre la liquidité de la banque en péril.

Durant, notre étude au sein de la banque, nous avons pu recueillir différentes informations relatives à notre cas :

- ✓ Nous avons tout d'abord fait un aperçu sur les documents nécessaires pour la constitution d'un dossier de crédit d'investissements.
- ✓ Identification et évaluation du projet d'investissement.
- ✓ Ainsi les différentes structures que ce soit du financement ou de structure d'investissement.
- ✓ Analyse de la structure du bilan, de sa situation financière à travers le calcul : des ratios, des équilibres financiers.
- ✓ Les différentes garanties exigées par la banque et celle que la Sarl lui a fourni.

Afin de présenter, de manière détaillée du sujet, vous trouvez ci-joints les différents éléments auxquels on fait référence durant notre étude au sein de la banque de développement local.

1- Documents constitutifs du dossier de crédit d'investissement

- Demande de crédit chiffré dûment signé par une personne habilitée.
- Copie de l'acte de propriété ou du bail de location des locaux abritant l'activité.
- Situation patrimoniale de l'entreprise et de chacun des associés avec descriptif exhaustif adossé au rapport d'expertise SAE ou EXAL.

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

- Copie du registre de commerce (inscription principale et secondaire) dûment authentifié par le CNRC.
- CV des gérants et des principaux promoteurs.
- Copie de l'agrément ou de l'autorisation légalement requis.
- Décision ANDI.
- Copie de la CNI du gérant.
- Consultation de la centrale des risques.
- Signature d'un ordre de virement pour les frais d'étude du dossier : 11700.00DA.

Documents comptables et fiscaux

- Bilans fiscaux et annexes des trois derniers exercices quand il s'agit d'extension ou d'un renouvellement d'équipements pour les entreprises en activité.
- Mise à jour CNAS, CASNOS, CACOBAPTH, EXTRAIT DE ROLE. Ou échéancier de remboursement de ces dettes en cas d'arriérés.
- Etudes technico-économique du projet.
- Facture pro et/ou contrat d'équipement à acquérir.
- Devis descriptif et estimatif des travaux déjà réalisés ou factures du matériel acquis.
- Plan de charge en cours (marché/convention/devis...etc.) + fiches signalétiques par marché + les ODS.
- Certificat de qualification et classification professionnelle ;
- Liste des moyens humains et matériels.

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

2- Présentation du projet

Demande de crédit d'investissement pour la réalisation d'une charpente métallique de valeur de **144 974 011.00(DA)** qui consiste la réalisation d'une unité de fabrication de matériel et équipements pour la restauration et fabrication d'équipements agro-alimentaire.

Durée du projet : la durée de réalisation du projet est estimée pour 3 ans.

Mesure externe

Financement par emprunt bancaire a long moyen terme

Pour basculer le financement du projet l'entreprise fera appel à un emprunt bancaire à long et moyen terme (07ans) aux taux d'intérêt de 3.5% par an, différer : 36 mois

1) Historique

Crée en 2005, Soly une entreprise qui opère dans la fabrication de matériel et équipements construits à base d'inox. Notamment dans le secteur de l'hôtellerie, restaurant e l'industrie agroalimentaire en Algérie. Son capital social est de trois cent cinquante millions dinars (35000000.00 DA), l'entreprise dispose actuellement d'un siège social et de huit (08) points de vente.

2) Identification de l'Entreprise

*** Activité**

- Fabrication, vente d'équipements, matériels pour hôtels, cafés, restaurant blanchisseries, teintureries.
- Fabrication de machines agricoles et équipements destinés à la pêche et l'aquaculture (codes 105 ** 1-112005-3 ** 002-305 **4)
- Importation équipement, matériel de boulangerie, grande cuisine, collectivités, hôtels, cafés, restaurant et blanchisserie et teinturerie (codes 40 ** 401 – 40 ** 02).

*** Localisation**

- Local N° 01, lot N° 06, groupe N° 06, lieu-dit Haouc Attar - Dar El Beida Alger.

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

*** Forme juridique**

- Société à responsabilité limitée (SARL).
- Capital social : 350.000.000,00 DA
- N° Article fiscal N° : 1620**64702.
- N° d'Identifiant fiscal N° : 000615**29709.
- Début d'activité : Mai 2006.
- NIS : 000615***240850.
- R.C. N° : 00**297 B 06 - 16/00.
- C.B N°: 005 00151 40022**220**, BDL Agence Azazga, Tizi-Ouzou.

Présentation des créateurs

Les fondateurs de la SARL SOLY :

Gérant : X père de 3 enfants, entrepreneurs 2004/2006, à partir de 2005 est devenue le Gérant de la SARL SOLY.

Associé : A

Associé : B

CV du gérant

Nom : *****

Prénom : *****

Date de naissance : **/**/*****

Lieu de naissance : *****

Situation familiale : marié, 04 enfants

Fonctions exercées :

2004/2005 : entrepreneur.

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

2005/2022 : gérant de la SARL SOLY.

Relation banque / Entreprise

L'entreprise est domiciliée auprès de la B.D.L, Agence 151 AZAZGA W-Tizi Ouzou depuis sa création.

Les objectifs principaux de la SARL SOLY sont

- Création de la valeur ajoutée.
- L'extension sur tout territoire national.
- Pénétrer les marchés européens et subsahariens.
- Répondre à un besoin national afin d'éviter les importations.
- Création d'emploi.

3- Identification et Evaluation du projet d'investissement

3-1- Identification du projet

L'investissement qui fait l'objet de cette étude s'agit d'un investissement de nature industrielle qui est une extension de l'unité de fabrication de l'entreprise. Il s'agit d'une croissance croisée interne et externe, qui conduit l'entreprise à accroître sa capacité de production qui va sûrement répondre à un souci stratégique d'accroître sa part du marché et diversifier ses débouchés.

La SARL SOLY a choisi de renforcer et affermir ses capacités de production, dans le but de satisfaire le besoin de sa clientèle avec la meilleure qualité de ses produits.

Cet investissement consiste à la réalisation d'une unité de fabrication sur un nouveau terrain d'une superficie de 31001 M² obtenu en concession sur 33ans situé dans la zone d'activité industrielle de SIDI KHALED (Bouira).

Le choix de cette région pour cet investissement est du fait que :

Se rapprocher d'avantage des clients exerçant dans cette vaste et importante région de l'EST et du SUD-EST, caractérisée par la présence d'un tissu industriel très grand consommateur des produits fabriqués par la société.

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

3-2- Les objectifs visés par l'investissement

- Transformation de l'Algérie d'un pays importateur à un pays exportateur des produits ;
- Faire des produits une référence en matière de qualité /Prix ;
- Création de poste d'emplois puis diminution du taux de chômage ;
- Accroître sa capacité d'autofinancement ;
- Devenir leader sur le marché et faire face à la concurrence, et acquérir le plus grand part dans le marché professionnel ;
- Faire de son produit une référence en matière de qualité/Prix, vu les capacités de production et de vente.

3-3- Les effets sociaux du projet

En égard au projet d'extension que nous envisageons à court terme, de nombreux emplois directs devraient être créés (une estimation de 350 emplois) et indirects, ce qui contribuera à la résorption du chômage en recrutant un personnel constitué notamment par des jeunes, avec ou sans qualification.

3-3-1- Analyse Du Marché

Le Marché

Le marché concerné est entrain de connaître une très grande croissance ces cinq dernières années. En raison des projets prévus dans le cadre du programme du gouvernement durant les années à venir, notamment dans les domaines de l'industrie agroalimentaire et le tourisme, ce marché présente des signaux encourageants.

Le positionnement de l'entreprise

L'entreprise ambitionne de se positionner et de développer son activité sur les différentes régions du pays. En conséquence, nous convoitons aussi l'espace international notamment l'Afrique subsaharienne et le Maghreb.

Le savoir-faire et l'expérience de ses dirigeants dans le domaine du management des affaires, la surface financière assez appréciable, la possession d'un réseau relationnel, dans le

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

secteur de la restauration, hôtellerie et secteur agroalimentaire et la maîtrise du processus à travers la mise en place d'un programme de formation, sont autant, d'atouts qui permettent à l'entreprise une telle ambition.

- La Demande

Provient principalement des entreprises de distribution de matériel et équipement pour café, hôtel, restaurant et collectivités locales et les distributeurs de matériel pour ,l'industrie agroalimentaire tels que les centres de collecte de lait et les promoteurs, dans le cadre de l'ANSEJ et le CNAC.

Comme nous l'avons signalé ci-dessus, cette demande a connu une croissance structurelle ces cinq dernières années. Elle est appelée à connaître une croissance plus soutenue durant les cinq années à venir compte tenu des grands projets de développement des secteurs de l'hôtellerie et l'agroalimentaire.

- L'offre

L'offre actuellement est insuffisante, les entreprises de réalisation souffrent d'un manque dans ce type de prestations faute de l'inexistence d'entreprises spécialisées.

- Le prix

L'entreprise va s'aligner sur les prix pratiqués par la concurrence avec une qualité de service supérieure. L'élément du mix le plus important en matière de prix est la mise en place d'une politique cohérente entre les trois volets du cycle d'exploitation approvisionnement - délais de réalisation-paiements.

- Les produits

Sont essentiellement des produits destinés à la restauration et l'industrie agroalimentaire, fabriqués entièrement en acier inoxydable.

- La distribution

Les zones de commercialisation concernent les 48 Wilaya, couvertes par des points de vente et s'occupent de la distribution des produits finis.

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

- La publicité

Afin de promouvoir son produit, SOLY envisage d'engager une campagne d'informations au niveau national aux moyens d'affiches et de placards publicitaires sur des supports d'informations adéquats.

4- Etude technique du projet

4-1- Structure de l'investissement

- **Immobilisation existence**

Désignation	Montant
Immobilisation Incorporelle	158 467 ,00
Immobilisation Corporelle	
Terrains	48 654 000,00
Bâtiments	784 088, 00
Autre immobilisations corporelles	36 904 730 ,00
Immobilisation en concession	155 781 098,00
Total	242 282 376 ,00

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

- Estimation de l'investissement

En DA

Désignation	Montant	100%
Immobilisation Incorporelle	60 694 00 ,00	1%
Immobilisation corporelle		
Bâtiments	95 303 177,00	16%
Autres immobilisations corporelles	495 768 127,00	83%
Total	597 140 704,00	100%

- Structure de financement

Désignation	Taux	Montant (HT)
Apport du promoteur	10%	59 714 070
Emprunt Bancaire	90%	537 140 634
Total	100%	597 140 704

A partir de la structure de financement du projet présentée dans le tableau ci-dessus, nous remarquons que l'entreprise procède d'un autofinancement qui représente 10 % et d'un financement externe de 90%. L'entreprise dégage une bonne image envers les banquiers, ce qui lui facilite et permet d'accéder aux emprunts.

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

5- La gestion de la liquidité bancaire

La liquidité bancaire est un enjeu majeur pour les établissements bancaires, en effet, leur activité principale consiste à transformer des dépôts de la clientèle en prêts accordés aux différents investisseurs sur le moyen et le long terme.

Pour cela la gestion de la liquidité bancaire est perçue comme un indicateur qui permet de s'assurer que la banque dispose réellement des fonds nécessaires lui permettant de s'engager dans la prise de décision de financement.

Les banques gèrent leur liquidité en surveillant de près leur actifs et passifs, elles veillent à maintenir un équilibre entre les dépôts des clients et les prêts accordés, tout en tenant compte des réglementations en vigueur. Elles peuvent également se recourir à des instruments financiers tels que les opérations de marché ou les prêts interbancaires pour ajuster leur niveau de liquidité.

L'évaluation de la gestion de la liquidité et l'anticipation des flux de trésorerie reposent sur un ensemble d'outils et méthodes, tel que le ratio LCR (Liquidity coverage ratio), et le ratio NSFR (Net stable funding ratio) qui sont des indicateurs importants qui permettent à une banque de maintenir une gestion prudente de sa liquidité et assurer sa stabilité financière. Le LCR : mesure la capacité d'une banque à faire face à des situations de stress à court terme. Le NSFR : évalue l'aptitude d'une banque à financer ses actifs à long terme d'une manière stable en comparant ses ressources de financement stable avec ses actifs pondérés par le risque.

Les banques doivent s'assurer à maintenir un équilibre entre ses actifs et passifs : un investissement à long terme financé par des ressources à court terme crée un risque de transformation (c'est-à-dire un déséquilibre entre la durée de prêt et celle du crédit), auquel la banque peut faire face en introduisant différentes options (ou bien le recours) à l'utilisation des crédits d'investissement réescomptables auprès de la banque centrale ou le crédit d'investissement mobilisable sur le marché interbancaire.

Pour attirer des clients les banques offrent des produits et des services concurrentiels, tels que des taux d'intérêts compétitifs, des frais réduits, des options de gestion en ligne (telle que la consultation des comptes, de virement d'argent, le paiement des factures et la gestion des investissements) et un service clientèle de qualité, elle peut également effectuer des campagnes de marketing ciblées et établir des partenariats avec d'autres entreprises pour offrir

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

des avantages supplémentaires à ses clients .La réputation et la confiance jouent également un rôle clé dans l'attraction de nouveaux clients .

Une gestion efficace de la liquidité bancaire repose l'équilibre entre les actifs et les passifs de la banque de manière à garantir qu'elle dispose toujours des liquidités nécessaires pour répondre aux besoins de ses clients et aux obligations de remboursement, et permet à la banque de maintenir sa stabilité financière et de continuer à fournir des services à ses clients, tout en assurant sa solvabilité à long terme.

6- Analyse Financière de la SARL Soly

L'analyse financière est une étude ayant pour objectif, d'une part, de formuler un diagnostic sur la capacité présente ou future d'une entreprise, de rentabilité des capitaux qui lui sont nécessaires, d'autre part, de mettre en évidence les emplois financiers et les ressources que l'entreprise procurer soit par elle-même soit par l'extérieur. Dans un premier temps, nous établirons les bilans financiers de 2019 à 2021 Suivi du calcul d'un certain nombre d'indicateurs d'équilibre financiers tel que : le BFR, le BFR et la TRI.

6-1- Construction des bilans financiers pour la période 2019-2021

L'objectif du bilan financier est de faire apparaître le patrimoine réel de l'entreprise et d'évaluer le risque de non-liquidité. Le bilan financier permet de renseigner les actionnaires et les tiers (notamment les prêteurs), quant à la solvabilité de l'entreprise et surtout quant à sa liquidité financière. Les bilans avec retraitement sont élaborés respectivement par rapport aux années 2019,2020 et 2021 dans les tableaux qui suivent :

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

6-1-1- Actif du bilan

LIBELLE	2019	2020	2021
ACTIFS NON COURANTS			
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif			
Immobilisations incorporelles	1 949 019	1 938 636	81 505
Immobilisations corporelles			
Terrains	48 654 000	48 654 000	48 654 000
Bâtiments	47 601	24 072	443 970
Autres immobilisations corporelles	34 227 556	28 529 717	23 603 133
Immobilisations en concession			
Immobilisations encours	31 680 852	39 905 477	44 086 721
Immobilisations financiers			
TOTAL ACTIF NON COURANT	116 559 028	119 051 902	116 869 329
ACTIF COURANT			
Stocks et encours	471 439 447	575 233 753	589 629 790
Créances et emplois assimilés			
Clients	157 467 843	191 525 870	193 305 365
Autres débiteurs	9 788 686	27 790 426	26 341 632
Impôts et assimilés	8 266 565	5 584 929	4 382 251
Autres créances et emplois assimilés			
Disponibilité et assimilés			
Placements et autres actifs financiers courants			
Trésorerie	10 075 138	275 266	19 639 690
TOTAL ACTIF COURANT	657 027 680	800 410 244	833 298 72
TOTAL GENERAL ACTIF	773586 707	919 462 147	950 168 057

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

6-1-2- Passif du bilan

LIBELLE	2019	2020	2021
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis	110 000 000,00	110 000 000,00	110 000 000,00
Capital non appelé			
Primes et réserves–Réserves consolidés (1)	70 716 814	90 173 826	101 170 460,00
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence (1)			
Résultat net –Résultat net du groupe (1)	19 457 012	10 996 635	24 809 362,00
Autres capitaux propres–Report à nouveau	-7 524 429	-15 849 180	-12 721 208,00
Part de la société consolidant (1)			
Part de minoritaires (1)			
Total (1)	192 649 397	195 321 281	223 258 614,00
PASSIF NON COURANTS			
Emprunts et dettes financières	16 457 143	8 917 839	4 267 986,00
Impôts (différés et provisionnés)			
Autres dettes non courantes			
Provisions et produits constatés d'avance			
TOTAL 2	16 457 143	8 917 839	4 267 986,00
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et comptes rattachés	178 223 339	241 495 424	293 588 594,00
Impôts	8 564 778	16 005 813	17 392 649,00
Autres dettes	170 297 065	251 456 938	241 221 411,00
Trésorerie passif	207 394 985	206 264 853	170 438 804,00
TOTAL 3	564 480 168	715 223 027	722 641 458,00
TOTAL GENERAL PASSIF (1+2+3)	773 586 707	919 462 147	950 168 058,00

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

6-2- Présentation de bilan des grandes masses (condensées)

Le bilan à grande masse est un bilan condensé établi à partir du bilan financier. Le bilan des grandes masses pour les trois années 2019, 2020, 2021 est présenté comme suit :

Actif

Désignation	2019	2020	2021
Immobilisations nettes	116 556 028	119 051 902	116 869 329
VE	471 439 447	575 233 753	589 629 790
VR	175 513 094	224 901 225	224 029 248
VD	10 075 138	275 266	19 639 690
TOTAL	773 586 707	919 462 147	950 168 057

Passif

Désignation	2019	2020	2021
Capitaux propres	192 649 397	195 321 281	223 258 614
DLMT	16 457 143	8 917 839	4 267 986
DCT	564 480 168	715 223 027	722 641 458
TOTAL	773 586 707	919 462 147	950 168 057

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

6-3- Présentations des différentes Ratios

Le calcul des ratios permet d'évaluer la performance ainsi que la santé financière d'une entreprise, et permet de mesurer et d'analyser la relation entre différents données financiers d'une entreprise. Ces ratios fournissent des indications sur la solvabilité de l'entreprise, par exemple : le calcul de ratio de liquidité permet d'évaluer la capacité de l'entreprise à rembourser ses dettes à court terme, tandis que la ratio de rentabilité mesure la performance financière global de l'entreprise, en utilisant ses ratios, les investisseurs, les gestionnaires, les analystes peuvent prendre des décisions éclairée de l'entreprise.

6-3-1- Ratios de situation

➤ Structure de l'actif

Les ratios de la structure de l'actif ont connu une stabilité au cours de cette période de la manière suivante :

	2019		2020		2021	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
VI	116 559 027,41	15,07	119 051 902,19	12,95	116 869 329,00	12,30
VR	646 952 541 ,68	83,02	800 134 978, 00	87,02	813 659 038,00	85,63
VD	10 075 137 ,99	1,30	275 266,38	0,03	19 639 690 ,00	2,07
	773 586 707 ,41	100,00	919 462 146,57	100,00	950 168 057,00	100,00

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

Les ratios du tableau ci-dessus, exprimés en pourcentage du total de l'actif mettent en évidence :

- Une baisse de valeurs des immobilisées nettes, dues aux dotations aux amortissements pratiqués,
- Augmentation du chiffre d'affaires entraînant une augmentation et une stabilité des disponibilités en constante augmentation.

Commentaire :

A partir de l'analyse des bilans financiers et des bilans de grandes masses de SOLY pendant les années 2019,2020 et 2021 nous avons dégagés les résultats suivants :

La part de l'actif représente (occupe) plus de 15% de l'actif total car l'entreprise dispose d'un parc assez important des équipements et machines de production de haute technologie. Une part importante de l'actif circulant, plus de 80%de l'actif total, revient à ses activités principales en tant qu'entreprise industrielle, ainsi on peut dire alors que l'actif de l'entreprise est moyennement liquide.

➤ La structure du passif

	2019		2020		2021	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
CAPITAUX	192 649 396,55	24,90	195 321 280,56	21,24	223 258 614,00	23,50
DLMT	16 457 142,88	2,13	8 917 838,84	0,97	4 267 986,00	0,45
DCT	564 480 167,67	72,97	715 223 027,27	77,79	722 641 458,00	76,05
TOTAL	773 586 707,10	100,00	919 462 146,67	100,00	950 168 058,00	100,00

Parlant du passif, on remarque que les capitaux permanents représentent plus de 20% du passif d'après le bilan de grande masse, quant aux dettes à court terme, elles représentent

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

des pourcentages assez élevés pour les trois années en raison des dettes relatives aux terrains obtenus dans le cadre de la concession. En revanche, le passif de l'entreprise est moins exigible, ce qui veut dire que le risque est faible.

6-3-2- Ratios de l'équilibre financier

L'équilibre de l'entreprise sera apprécié par trois éléments, caractéristiques, le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie. Pour le cas de SOLY les résultats seront appréciés et interprétés comme suit :

➤ **Calcul de fonds de roulement (FR)**

Le fonds de roulement d'une entreprise est constitué de la part des fonds permanents qu'elle consacre au financement de son cycle d'exploitation. De même cette notion reste liée aux « liquidités des actifs » et aux « exigibilités des dettes ». Ainsi, elle résulte du rapprochement entre les éléments d'actif les plus liquides et ceux du passif les moins exigibles (ceux non affectés au financement des éléments d'actif immobilisé). Il se présente comme suit :

DESIGNATION	2019	2020	2021
CAPITAUX +DLMT (1)	209 106 539	204 239 119	227 526 600
Total (1)	209 106 539	204 239 119	227 526 600
VI (2)	116 559 028	119 051 902	116 869 329
Total (2)	116 559 028	119 051 902	116 869 329
Total (1)-(2) = (3)	92 547 512	85 187 217	110 657 271

Commentaire

Pour les trois années, le FR dégagé est différent mais positif, cela signifie que les capitaux permanents sont supérieurs à l'actif immobilisé, on constate donc que la totalité des immobilisations ont été financés par les capitaux permanents et que l'entreprise dispose d'un excédent de fonds pour financer une partie d'actif. Cela nous amène à dire que cette entreprise est financièrement stable et équilibrée.

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

➤ Calcul de besoin en fonds de roulement (BFR)

Le besoin en fonds de roulement (BFR) est la mesure des ressources financières qu'une entreprise doit mettre en œuvre pour ouvrir le besoin financier résultant des décalages des flux de trésorerie correspondant aux décaissements (dépenses et recettes d'exploitation nécessaires à la production) et aux encaissements (commercialisation des biens et services) liés à son activité. Le besoin en fonds de roulement est généralement appelé « ressource en fonds de roulement » lorsqu'il est négatif. Il se présente comme suit :

DESIGNATION	2019	2020	2021
VR + VE	646 952 542	800 134 978	813 659 038
Total (1)	646 952 542	800 134 978	813 659 038
DETTES A COURT TERME (2)	564 480 168	715 223 027	722 641 458
TOTAL (1)-(2) = (3)	82 472 374	84 911 951	91 017 580

Commentaire

Pour les trois années, le BFR dégagé est différent mais positif, cela signifie que les dettes à court terme sont supérieures aux immobilisations. Donc les dettes à court terme sont disponibles pour financer les besoins d'exploitation. En d'autres termes, les ressources stables financent les immobilisations. Cela indique généralement une bonne gestion des stocks ainsi que des délais des clients, et que l'entreprise dispose d'une certaine autonomie financière à court terme lui permettant d'honorer ses obligations à court terme. Un signe de stabilité et de bonne gestion de trésorerie.

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

➤ Le calcul de TR

DESIGNATION	2019	2020	2021
FR (1)	92 547 512	85 187 217	110 657 271
BFR (2)	82 472 374	84 911 951	91 017 580
TOTAL (1)-(2) = (3)	10 075 138	275 266	19 639 691

Commentaire

Au cours de ces trois années la trésorerie réalisée est positive, ce que signifie que l'entreprise a dégagé un excédent de liquidité qui se trouve en trésorerie, dans ce cas la situation financière de l'entreprise traduit une essence de trésorerie puisque l'entreprise dispose de liquidité (VD) suffisante qui lui permet de rembourser ses dettes à l'échéance. On peut alors parler d'une autonomie financière à court terme. L'étude de l'équilibre financier conclut que SOLY est en équilibre financier, car les indicateurs étudiés (FR, BFR, TR) ont montré que l'entreprise est en bonne situation financière.

➤ Cash-flow prévisionnel

La notion de cash-flow exprime le surplus monétaire dégagé par une entreprise du fait de son exploitation. On distingue généralement :

- Le cash-flow brut qui représente l'écart entre les recettes et les dépenses avant déduction de l'impôt sur les bénéfices ;
- Et le cash-flow net résultant du même écart, mais après déduction de l'impôt.

DESIGNATION	2019	2020	2021
Résultat net (1)	19 457 017	10 996 635	24 809 365
Amortissements et provisions (2)	7 575 128	7 739 719	7 221 502
Cash-flow	27 032 145	18 736 354	32 030 867

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

Commentaire

Le **Cash-flow** est le solde des flux de trésorerie d'exploitation, d'investissement, de financement, qui indique que la rentrée d'argent est supérieure aux sorties. Durant cet exercice allant de 2019 jusqu'à 2021, on a une variation du montant des cash-flows, ce qui nous permet de retenir que l'entreprise SOLY ne dépend pas seulement du financement extérieur pour le développement de ces activités.

Ratio de liquidité

Désignation	2019	2020	2021
Actif Circulant (-1ans)	657 027 679	800 410 244	833 298 728
Dette à court terme	564 480 168	715 233 027	722 641 458
Total : ½	1.163	1.119	1.153

Commentaire

Le ratio de liquidité est un indicateur qui mesure la capacité d'une entreprise à faire face à ses obligations à court terme en utilisant tous ses actifs liquides. Nous constatons dans ces trois années 2018-2020 que le ratio de liquidité est supérieur à 1 cela indique que la SARL SOLY dispose de suffisamment d'actifs liquides pour couvrir ses obligations à court terme.

Ratio de rentabilité

Désignation	2019	2020	2021
Bénéfice net	19 475 017	10 996 635	24 809 365
Chiffre d'affaires (HT)	473 845 518	419 300 383	622 965 738
Total : ½	0.04	0.026	0.039

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

Commentaire

Le ratio de rentabilité est un indicateur financier permettant de mesurer l'efficacité de l'utilisation des ressources d'une entreprise pour générer des profits, durant les trois années 2019, 2020, 2021, on constate que le ratio de rentabilité est inférieur à 1 signifie que l'entreprise ne réalise pas suffisamment de profit pour couvrir ses dépenses.

Ratio d'autonomie financière

Désignation	2019	2020	2021
Capitaux propres (1)	192 649 397	195 321 281	223 258 614
Dettes (2)	580 937 311	724 140 866	726 909 426
Total : ½	0.33	0.26	0.32

Commentaire

Le ratio d'autonomie financière est un indicateur utilisé par l'analyse financière pour déterminer le niveau de dépendance d'une entreprise vis-à-vis des financements extérieurs, Au cours de cette exercice les taux sont de 33%, 26%,32% ce qui signifie que l'entreprise ne dispose pas d'une autonomie financière, ce ratio doit être supérieur ou égale à 50%, plus ce ratio est élevé plus l'entreprise dispose de fond propre pour financer ses investissements.

Ratio de solvabilité

Désignation	2019	2020	2021
Total actif	773 586 707	919 462 147	950 168 058
Total dettes	580 937 311	724 140 866	726 909 426
Total : ½	1.33	1.26	1.31

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

Commentaire

On remarque que durant la période de l'exercice entre 2019 /2020/2021, que le ratio de solvabilité est supérieur 1, et ceci constitue une grande assurance pour l'entreprise, que ça soit pour les emprunts ou pour les crédits si elle en a besoin représente un indicateur positif de la stabilité financière de l'entreprise

Ratio de levier

Désignation	2019	2020	2021
Fonds propres	192 649 397	195 321 281	223 258 614
Total actif	773 586 707	919 462 147	950 168 058
Total : ½	0.24	0.21	0.23

Commentaire

En 2019 le ratio de levier était de 0,24 qu'est un taux modéré un taux modéré qui fait preuve de maîtrise de l'effet de levier :

En 2020 : on constate une légère diminution qu'est probablement dû à la baisse de l'activité économique

En 2021 : on constate que le taux remonte légèrement jusqu'à 0,23.

Lorsque le ratio de l'effet de levier est de 0,2 cela signifie que l'endettement de l'entreprise représente 20% de ses capitaux propres.

Sur la période, la structure de l'entreprise apparaît saine et équilibrée, l'entreprise fait une gestion prudente sur la période.

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

6-4- Analyse des soldes intermédiaire de gestion

Tableau des principaux indicateurs de résultat

LIBELLE	2019	2020	2021
Ventes et produits annexes	473 845 518	419 300 383	622 965 739
Achats consommés	224 745 125	195 645 133	3840488 174
Services extérieurs et autres consommations	62 212 241	25 408 979	27 520 320
Consommations de l'exercice	286 957 366	221 054 111	412 008 494
Valeur ajoutée d'exploitation	186 888 152	198 246 271	210 957 244
Excédent brut d'exploitation	37 809 229	52 754 711	57 147 240
Résultat opérationnel	29 575 588	46 221 534	46 998 229
Résultat ordinaire avant impôts	25 094 450	17 328 387	33 116 215
Résultat net	19 457 017	10 996 635	24 809 365

Ratios

Ratios	Calcul	2019	2020	2021
Taux de rentabilité charges de personnel	Charges de personnel/CA HT	-0.30	-0.33	-0.23
Consommation des tiers	Consommation des tiers /CA HT	-0.13	-0.06	-0.04
Valeur ajoutée	VA/CA HT	0.39	0.47	0.34
Taux de marge brut d'exploitation	EBE/ CA HT	0.1	0.1	0.1
Taux de marge bénéficiaire	Résultat d'exploitation /CA HT	0.06	0.11	0.08
	Résultat courant avant impôts /CA HT	0.05	0.04	0.05
	Résultat net /CA HT	0.04	0.03	0.04

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

L'analyse des ratios sur les trois dernières années nous a permis d'évaluer la performance opérationnelle de l'entreprise, la structure financière et la solidité de l'entreprise. Ces indicateurs révèlent globalement une situation saine, or le recours aux garanties permet de rassurer à la banque le remboursement des engagements et minimiser le risque. Les garanties sont au cœur de la politique de gestion des risques d'une banque et un critère clé dans sa décision de financement.

7- Garanties

Les garanties jouent un rôle important dans la prise de décision en matière de financement, Elles offrent une sécurité supplémentaire, ou une protection financière on cas de non remboursement de l'emprunteur.

7-1- Les différentes garanties exigées par la banque

- ✓ L'hypothèque sur un bien (si le bien appartient à la société on parle d'une hypothèque légale).
- ✓ Assurance su la catastrophe sur naturelle sur le bien hypothécaire.
- ✓ Nantissement de matériel.
- ✓ Lorsqu'on parle d'un matériel roulant on utilise le gage.
- ✓ Dans le cas PM (Sarl) : ils exigent des cautions solidaires des associes.
- ✓ Le FGAR (le fonds de garantie des crédits aux entreprises)
- ✓ Le Nantissement des titres (bon de caisses, livre épargne, dépôts à terme.
- ✓ Nantissement des marchés publics.
- ✓ Assurance tout risque liée juste au matériel roulant

7-2- Les différentes garanties présentées par l'entreprise

Le sérieux et la bonne moralité à travers l'accomplissement de toutes garanties, notamment :

- ✓ Caution hypothécaire 1^{er}rang sur terrain et contraction, pour un montant de 428 300 00,00 KDA ;

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

- ✓ Caution hypothécaire pour une valeur SEA de 73 440 000,00DA ;
- ✓ Hypothèque 1^{ère} sur droit réel immobilier résultat de la concession +contraction une valeur SEA de 286 300 400,00 DA ;
- ✓ Actualisation de la caution hypothécaire ;
- ✓ Nantissement spécial matériel ;

Les garanties qu'en a constatées précédemment joue un rôle fondamental dans l'arbitrage de tout ce qu'est stabilité / rentabilité auquel sont soumise les décisions d'investissement bancaire, d'ailleurs la banque de développement local a refusé la première demande de crédit d'investissement de la SARL SOLY pour la raison des insuffisances des garanties proposées.

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

Conclusion

Notre analyse menée sur le financement des investissements, à travers le crédit d'investissement s'est appuyée sur l'examen approfondi des états financiers de l'entreprise sur les trois exercices, afin d'évaluer sa performance et sa solidité financière.

Le calcul des ratios clé que ça soit celui de liquidité, rentabilité ..., ainsi des différents équilibres financiers : fonds de roulement, besoin en fonds de roulement, nous ont permis de porter un diagnostic modéré sur la situation financière, entre forces et faiblesses identifiées.

Par ailleurs, l'étude des différentes garanties à savoir : hypothèque du premier rang ..., témoigne clairement de sa volonté à honorer ses engagements, le sérieux et la bonne moralité des garanties mentionnées précédemment la banque c'est prononcé favorablement pour accord du crédit pour la Sarl SOLY.

Au regard des résultats positifs de notre analyse, associant une bonne analyse financière assise à des garanties adoptées, nous permet de dire que la banque gère de manière optimale et efficace sa liquidité en vue de prendre une décision d'investissements.

Conclusion générale

L'intitulé de notre thématique porte sur « la contribution de la gestion de la liquidité bancaire dans la prise de décision d'investissement ».

L'étude relative à ce travail, nous a permis d'acquérir un ensemble de connaissance qui s'ajoute celle procuré durant notre cursus à l'université.

Parmi les éléments que nous avons traités, la liquidité bancaire qui représente un élément crucial qui fait référence à la capacité d'une banque à répondre à ses obligations financières, et qu'elle est essentielle pour rassurer la stabilité et la confiance dans le système bancaire.

Une analyse à travers la méthode des ratios, qui est un outil important pour s'assurer la santé financière d'une entreprise, permettant de fournir un ensemble d'information clé surtout ce qui est solvabilité, rentabilité, utilisé par différentes partie (investisseurs, prêteurs ...), pour prendre une décision éclairée en matière d'investissement et gestion financière.

Face à l'incertitude économique plusieurs risques peuvent apparaitre en exerçant l'activité bancaire auquel la banque doit être en mesure pour faire face à ses risques, parmi ces risques on site : le risque de liquidité, le taux d'intérêt, risque de change..., la banque doit les maintenir.

Par ailleurs, la banque joue un rôle important dans le financement de l'économie réel, via l'octroi d'un crédit d'investissement qui se réfère à un type de prêt accordé aux entreprises et aux particuliers (actif immobilisé), l'octroi d'un tel crédit nécessite la réunion d'un ensemble de facteurs et conditions tel que le revenu, l'historique de crédit ...), les banques peuvent refuser un crédit si l'emprunteur ne répond pas aux critères requis, ou s'ils ne sont pas au mesure fournis.

Tout au long de notre stage au sein de la banque de développement local, nous avons tenté de répondre à notre problématique, à savoir : comment la gestion de la liquidité bancaire influence-t-elle la prise de décisions d'investissements ?

La gestion de la liquidité bancaire, est perçue comme un indicateur de rentabilité et de bonne gestion et efficace qui permet de s'assurer qu'elle dispose des ressources pour faire face à ses obligations envers ses clients et d'identifie des opportunités d'investissement.

Les banques, gèrent leur liquidité en surveillant de près leur actifs et passifs, elles veillent à maintenir un équilibre entre les dépôts des clients et les prêts accordés, tout en tenant

compte des réglementations en vigueur. Elles peuvent également recueillir à des instruments financiers tels que les opérations de marché ou les prêts interbancaires pour ajuster leur niveau de liquidité.

En utilisant les différents documents comptables à savoir les bilans financiers, bilans en grande masse, les soldes intermédiaires de gestion, qui nous a permis d'avoir l'accès au calcul des ratios financiers, ainsi les équilibres pour mesurer la stabilité et la rentabilité, et en utilisant des garanties, et mettant en place une évaluation précise et gestion adéquate, les banques peuvent atténuer les risques et des défauts de paiement des emprunteurs, cela renforce la solidité financière de la banque et maintenir un portefeuille sain et rentable.

A travers ce mémoire, nous pouvons confirmer que la contribution de la liquidité bancaire à la prise de décision d'investissement dans la mesure où la banque avec une gestion de liquidité efficace, sera capable de fournir des financements pour les investisseurs.

Toutefois, cette décision de financement est influencée également et d'une manière significative par la santé financière de l'entreprise.

1/ Ouvrages

- * JOEL BESSIS, « Gestion des risques et gestion actif passif des banques, édition Dalloz.
- * G. PAUGET, J-P BETBEZE « les 100 mots de la banque ».
- * CAROLE BOLUSSET « Thèmes & Débats, L'investissement ».
- * Carole Bolusset, « L'investissement », édition.
- * Jacky Köehl, « les choix d'investissement ».
- * Gérard Alfonsi, Paul Gramjean, « Pratique des gestions d'analyse financière ».
- * FAROUK BOUYAKOUB, « L'entreprise & le financement bancaire », Casbah édition.
- * Gérard Melyon, « Gestion financière », 4^{ème} édition.
- * Gérard Alfonsi, « Pratique de gestion d'analyse financière », Les éditions d'organisation.
- * Dick Mossonier, Pieraf, « Comptabilité financière en IFRS », Edition learson.
- * PIERRE VERNIMEN, « Finance d'entreprise », Edition Dalloz.
- * Joël, BESSIS. « Gestion des risques et gestion actif-passif des banques », éditons Dalloz, Paris, 1995.
- * Sylvie de Coussergues « Gestion de la banque du diagnostic a la stratégie, 6^{ème} édition.
- * Pierre-Charles, PUPION. Economie et gestion bancaires, édition Dunod, Paris.
- * Sylvie de Coussergues « Gestion de la banque », 2^{ème} éd, Paris, 2002.
- * INTZEL, « Gestion des risques bancaires gestion actif passif », Paris, édition Sciences Po, 2009.
- * Elisabeth Combes-Thuelin, « Risques de solvabilité, de liquidité et de taux au sein du secteur bancaire : cout historique et juste valeur ».
- * HADJ SADOUK.T « Les risques de l'entreprise et la banque », ED.
- * PETIT-DAUTAILLIS Charles : « Le risque du crédit bancaire », Edition Economica.
- * Nathalie taverdet-popiolek « guide du choix d'investissement » édition d'organisation.

- * De Coussergus Sylvie, « la banque : structure, marché et gestion », 2^{ème} édition, Paris.
- * FAROUK BOUYAKOUB, « L'entreprise & Le financement bancaire », CASBAH Edition.

2/ Mémoires :

- * Aftis Hamza « la surliquidité des banques algériennes » Mémoire de magistère FSESGC, UMMTO.
- * Mohamed Nizar Alkasmi. « La capitalisation boursière flottante d'actions. Une condition objective de la liquidité du marché central de la bourse des valeurs de Casablanca ». Thèse pour l'obtention du Doctorat en Sciences Economiques. Novembre 2000.
- * IAICHOUCHEN Lyes, MEKHMOKHEN Mohand Saïd « La Gestion des Risques de Crédit Bancaire », Mémoire de fin d'étude, UMMTO, 2006
- * Soualah Sadia Touzene Lamia, « Contrôle du risque de crédit, cas de BDL », Mémoire de fin d'étude, UMMTO.
- * Morsli Tinhinane, Kouider Samia, « Les crédits d'investissements pour le financement des entreprises et la gestion des risques », mémoire de fin d'étude, UMMTO, 2019.

3/ Cours Magistrales

- * Les cours de de module « La théorie de prise de décision d'investissement » présenter par monsieur Benyaho, Ummto, 2020/2021 option : finance d'entreprise
- * Cours magistrales, « Théorie de prise de décision », Présentée par Monsieur Benyahou, UMMTO, 2020/2021.
- * Cours de « Gestion financière », Présenter par Madame Oukaci, UMMTO, 2020/2021.
- * Cours de « Gestion des risques », présentée par Madame Iguergueziz Wassila, UMMTO, 2021/2022.
- * Cours magistrale « Management bancaire », présentée par Mr Mongard », UMMTO, 2022/2023.

4/ Articles

- * Qu'est-ce qu'une trappe à liquidité ? Keynes, la spéculation et la thésaurisation| (wordpress.com) consulté le 05/09/2023 à 19h38.
- * Les accords de bale, p7
- * Article 68 n°-03-11 du 26/06 /03 relative à la monnaie du crédit
- * « Loi de la finance complémentaire 2011 ».
- * Journal officiel N° 19, mai 1985.
- * 86 Règlement BA 2004/01 pourtant augmentation du capital minimum des banques et des succursales de banques de 2,5 milliards à 10 milliards de DA (100 millions d'euros).
- * Crédits hérités des caisses municipales françaises destinés aux ménages et garantis par des dépôts d'objet en Or. La BDL détient l'exclusivité de ce produit en Algérie.
- * Loi B8-01 de janvier 1988, pourtant autonomie des entreprises publique Algérienne.

5/ Sites internet

- * <http://www.major-prepa.com/économie/marché-monnaie> consulté le 03/08/2023
- * <https://www.africmemoire.com/part.3-3-le-risque-de-credit> consulté le 28/052023 à 12h25
- * Banque des règlements internationaux, Principes pour les infrastructures de marché financier (en ligne), Avril 2012.
- * <https://www.bdl.dz>
- * <https://www.bdl.dz/Investissement>

Liste des figures

Figure 01 : Les positions de taux d'intérêt.....	24
Figure 02 : Organigramme de la DRE	51
Figure 03 : Organigramme de l'agence	52
Figure 04 : Suivi du dossier (utilisation du crédit).....	54

Liste des schémas

Schéma 01 : Ratio de la liquidité.....	19
Schéma 02 : Représentatif du crédit-bailleur	35

Liste des tableaux

Tableau 01 : Présentation des ratios de la liquidité.....	17
--	----

Table des matières

Introduction générale.....	1
Chapitre I : Cadre conceptuel sur la liquidité bancaire et l'investissement	
Introduction	4
Section 01 : Notions sur la liquidité bancaire et l'investissement	4
1- Définition de la liquidité bancaire	4
1-1 Selon Keynes	4
1-2- Selon BEZIADE Monique	5
1-3- Les motifs de liquidité selon Keynes	6
1-4- Les formes de la liquidité bancaire	7
2- L'investissement	7
2-1- Comment définir l'investissement	7
A- Un investissement n'est pas un placement	8
B- Il s'agit d'un investissement productif (Ou technique)	8
C- Définition de l'investissement	8
2-2- Les types d'investissement	9
A- Investissement matériel	9
B- L'investissement immatériel	10
C- Investissement en immobilisation corporelles	12
D- Investissement en immobilisation incorporelles	12
E- Investissement en immobilisation financières	12
3- Les étapes de la décision d'investir.....	12
Section 02 : Rappels sur les différents ratios	15
2- Les ratios financiers	15

Section 03 : Les risques liés à l'activité bancaire.....	20
1- Les risques financiers.....	20
1-1- Le risque de crédit et l'organisation de la banque	20
1-1-1- Le risque de crédit	20
1-1-2 L'organisation de la banque	21
b) La politique de crédit	21
c) La procédure de traitement	22
1-2- Le risque de liquidité	23
a) - Risque de liquidité immédiate	23
b) - Risque de transformation des échéances	23
1-3- Le risque du taux d'intérêt	23
1-4- Le risque de change	25
1-5- Le risque de solvabilité	25
1-6- Le risque du pays	25
2- Les risques non financiers.....	25
2-1- Le risque opérationnel	26
2-2- Le Risque juridique	26
2-3- Le Risque systémique	27
Conclusion	28

Chapitre II : Le financement des investissements

Section 01 : Généralités sur les crédits bancaires.....	29
1- Notions sur le crédit.....	29
2- Les trois supports du crédit	30
C- La contrepartie de l'acte du crédit (L'objet)	31
D- Le Rôle de crédit.....	31
Section 02 : Notions sur les crédits d'investissements et caractéristiques.....	32
1- Notions	32

2- Les types de crédit d'investissement	32
2-1- Le crédit à moyen terme d'investissement	32
2-2- Le crédit à long terme	33
2-3- Le crédit-bail (ou leasing)	34
3- Caractéristiques de crédit d'investissement	35
Section 03 : Le critère (modalité) d'octroi d'un crédit d'investissement	37
1- Le dossier de crédit	37
1-1- La demande du client	37
1-2- Vérifications préalables	38
B- Volet juridique	38
B- Volet statistique	39
Conclusion	41

Chapitre III : Le financement des investissements au sein de la BDL (Banque de Développement Local)

Section 01 : Description et historique de la BDL.....	42
1- Présentation de la banque BDL	42
1-1- Identification et aperçu historique de le BDL.....	43
2- Stratégie et objectifs de la BDL	45
3- Les missions de la BDL	46
3-1- Banque de dépôt	46
3-2- Banque de développement.....	46
4- La structure et organisation de banque BDL	47
4-1- Structure et organisation.....	47
4-1-1- La direction générale	47
4-1-2- Les Directions régionales d'exploitation.....	47
4-1-3- Le réseau d'agences.....	48
4-2- L'organigramme de la banque BDL	49

4-2-1- La Direction Régionale d'Exploitation	51
4-2-2- L'agence	53
A-1) Réception et montage du dossier de crédit	52
A-2) Etude de dossier (les supports d'étude)	53
A-3) Suivi du dossier (utilisation du crédit).....	54
A-4) Suivi du dossier (suivi de crédit jusqu'à échéance).....	54
Section 02 : Synthèse théorique.....	55
Section 03 : Etude d'un cas dossier de crédit d'investissement au sein de la BDL	60
1- Documents constitutifs du dossier de crédit d'investissement	60
2- Présentation du projet	62
3- Identification et Evaluation du projet d'investissement	64
3-1- Identification du projet	64
3-2- Les objectifs visés par l'investissement	65
3-3- Les effets sociaux du projet.....	65
3-3-1- Analyse Du Marché.....	65
4- Etude technique du projet	67
4-1- Structure de l'investissement	68
5-la gestion de la liquidité bancaire.....	68
6- Analyse Financière de la SARL Soly	70
6-1- Construction des bilans financiers pour la période 2019-2021	71
6-1-1- Actif du bilan	71
6-1-2- Passif du bilan	72
6-2- Présentation de bilan des grandes masses (condensées).....	73
6-3- Présentations des différentes Ratios	74
6-3-1- Ratios de situation	74
6-3-2- Ratios de l'équilibre financier	76
6-4- Analyse des soldes intermédiaire de gestion	82

7- Garanties	83
7-1- Les différentes garanties exigées par la banque	83
7-2- Les différentes garanties présentées par l'entreprise	83
Conclusion	85
Conclusion générale	86
Bibliographie.....	88
Annexes	91
Liste des figures, schémas et Liste des tableaux	93
Table des matières.....	94

**PROCES – VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE AUTORISANT LE GERANT
A EMPRUNTER ET A ALIENER LES BIENS SOCIAUX**

L'an deux milet le

Les associés de la société (dénomination).....constituée
le, immatriculée au R.C desous le N°.....B
.....se sont réunis au siège de la société sise à
Sur convention de M.....(Qualité).....

L'ordre du jour de cette assemblée concerne l'octroi de pouvoirs pour contracter des
emprunts et pour aliéner les bien sociaux.

Tous les actionnaires étaient présents et on ont donné leur accord pour déléguer au
gérant, M.....le pouvoir de contracter des emprunts
auprès de la banque de développement local au nom et pour le compte de la société
.....et pour aliéner les bien sociaux .

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée àh.....mn.

Fait à le
Cachet de la société et signature
Du représentant de la société

Identité des associés et leur signature :

-
-
-
-

BANQUE D'ALGERIE

AUTORISATION DE CONSULTATION DE LA CENTRALE DES RISQUES DE LA BANQUE D'ALGERIE

(Art, 160 lois 90 - 10 du 14 avril 1990 relatives à la monnaie et au crédit)

Je soussigné (e) Mr, Mme :.....

Agissant au nom de la société (1) :.....

Date de création (2) : Lieu :

En qualité de (3) :.....

.....

Adresse :.....

.....

N° Identification banque d'Algérie (Clé BA) (4) :.....

Registre de commerce N° :.....

N° identification ONS :.....

Autorise la banque (ou établissement financier) : LA BANQUE DEVELOPPEMENT
LOCAL à consulter la centrale des risques de la banque d'Algérie et autorise celle-ci à
lui communiquer les renseignements enregistrés à notre nom.

FAIT A TIZI OUZOU LE.....
CACHET ET SIGNATURE DE L'ENTREPRISE

- (1) indiquer le sigle ou à défaut la raison Sociale de la société.
- (2) Date de création figurant sur les statuts de la société pour les entreprise individuelle affaire personnelles et profession libérales ; indiquer la date et le lieu de naissance à relever sur une pièce d'identité officielle.
- (3) Formation du mandataire dans la société
- (4) N° matricule de l'entreprise auprès de la centrale des risques à indiquer s'il est connu

Résumé

La gestion de la liquidité bancaire joue un rôle dans la prise de décision d'investissement .Elle permet aux banques de maintenir un équilibre entre l'octroi de crédit d'investissement et la disponibilité de la liquidité pour faire face à d'autres besoins financiers.

A travers ce mémoire, nous pouvons confirmer la contribution de la liquidité bancaire à la prise de décision d'investissement dans la mesure où la banque avec une gestion de liquidité efficace, sera capable de fournir des financements pour les investisseurs.

Toutefois, cette décision de financement est influencée également et d'une manière significative par la santé financière de l'entreprise .

Mots clés : Liquidité bancaire, ratios, financement, décision d'investissement.